Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA

DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 73° | Roma - Martedì, 16 febbraio 1932 - Anno X | Numero 38

CONDIZIONI DI ABBONAMENTO.

		Anno	Sem.	Trim.
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (Parte I e II).	L.	108	63	45
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	240	140	100
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (solo Parte I).	»	72	45	31.50
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	160	100	70

Abbonamento speciale ai soli fascicoli contenenti i numeri dei titoli obbligazionari sorteggiati per il rimborso, annue L. **45** — Estero L. **100**.

Gli abbonamenti hanno, *di massima, decorrenza dal 1° gennaio di ogni anno, restando in facoltà dell'Amministrazione di concedere una decorrenza posteriore purchè la scadenza dell'abbonamento sia contenuta nel limite del 31 dicembre dell'anno in corso.*

La rinnovazione degli abbonamenti deve essere chiesta almeno 20 giorni prima della scadenza di quelli in corso.

In caso di reclamo o di altra comunicazione deve sempre essere indicato il numero dell'abbonamento. I fascicoli non reclamati entro il mese successivo a quello della loro pubblicazione saranno spediti solo dietro pagamento del corrispondente importo.

Gli abbonati hanno diritto anche ai supplementi ordinari. I supplementi straordinari sono fuori abbonamento.

Il prezzo di vendita di ogni puntata della « Gazzetta Ufficiale » (Parte I e II complessivamente) è fissato in lire 1,35 nel Regno, in lire 3 all'estero.

Gli abbonamenti in Roma si fanno presso l'Ufficio Cassa della Libreria dello Stato, palazzo del Ministero delle Finanze ingresso da Via XX Settembre, ovvero presso le locali Librerie Concessionarie. Gli abbonamenti per altri paesi del Regno debbono essere chiesti col sistema del versamento dell'importo nel conto corrente postale 1/2640, intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato, scrivendo nel retro del relativo certificato di allibramento la richiesta dettagliata. L'amministrazione non risponde dei ritardi causati dalla mancata indicazione, nei certificati di allibramento, dello scopo del versamento della somma.

Gli abbonamenti richiesti dall'estero vanno fatti a mezzo di vaglia internazionali con indicazione dello scopo dell'invio sul tagliando dei vaglia stessi.

Le richieste di abbonamenti alla « Gazzetta Ufficiale » vanno fatte a parte; non unitamente, cioè, a richieste per abbonamenti ad altri periodici.

Per il prezzo degli annunzi da inserire nella " Gazzetta Ufficiale ,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914

La " Gazzetta Ufficiale ,, e tutte le altre pubblicazioni dello Stato sono in vendita presso la LIBRERIA DELLO STATO NEL MINISTERO DELLE FINANZE e presso le seguenti LIBRERIE DEPOSITARIE:

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1932

CONCORSI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

SUPPLEMENTI ORDINARI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 7 gennaio 1932, n. 45.
Approvazione della Convenzione sull'esecuzione delle sentenze in materia civile e commerciale conclusa a Roma fra l'Italia e la Francia il 3 giugno 1930.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione sull'esecuzione delle sentenze in materia civile e commerciale conclusa a Roma tra l'Italia e la Francia il 3 giugno 1930.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore un mese dopo lo scambio delle ratifiche della Convenzione di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 7 gennaio 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — GRANDI — ROCCO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Convention entre l'Italie et la France sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la République Française, désireux de préciser et de compléter les accords entre les deux Pays relatifs à l'exécution des jugements, ont résolu de conclure une Convention, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence M. Giuseppe DE MICHELIS, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie, Sénateur du Royaume;

Le Président de la République Française:

Son Excellence M. Maurice, Paul, Jean DELARUE CARON DE BEAUMARCHAIS, Ambassadeur de la République Française près Sa Majesté le Roi d'Italie, Commandeur de l'Ordre National de la Légion d'Honneur;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I.

De l'autorité de la chose jugée et de l'exécution forcée

Art. 1.

Les décisions rendues en matière civile et commerciale par les juridictions de l'une des Hautes Parties Contractantes

ont de plein droit l'autorité de la chose jugée sur le territoire de l'autre Partie, si elles réunissent les conditions suivantes:

1. — que la décision émane d'une juridiction compétente selon les règles du titre II de la présente Convention autant qu'elles sont applicables ou, à défaut, selon les règles admises en la matière par la législation du pays où la décision est invoquée;

2. — que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes de droit public du pays où elle est invoquée;

3. — que la décision soit passée en force de chose jugée et susceptible d'exécution d'après la loi du pays où elle a été rendue;

4. — que les parties aient été légalement citées, représentées ou déclarées défaillantes et, en cas de décision par défaut, que la citation ait atteint en temps utile la partie défaillante;

5. — que la décision ne soit pas en contradiction avec une autre décision déjà prononcée sur le même objet par une juridiction du pays où elle est invoquée, ou que le même litige n'ait pas été porté par le mêmes parties devant une juridiction de ce même pays avant que la décision invoquée ait été rendue.

Art. 2.

Les décisions rendues en matière civile ou commerciale par les juridictions de l'une des Hautes Parties Contractantes ne peuvent donner lieu à aucune exécution forcée par les autorités de l'autre Partie, ni faire l'objet de la part de ces autorités d'aucune formalité publique, telle que l'inscription ou transcription sur les registres publics, qu'après y avoir été déclarées exécutoires.

Les décisions des juridictions d'un des Etats rendues exécutoires sur le territoire de l'autre Etat y entraîneront hypothèque judiciaire dans les mêmes conditions que les décisions émanant des juridictions nationales.

Art. 3.

L'*exequatur* est accordé à la demande de toute partie intéressée par l'autorité compétente d'après la loi du pays où il est requis.

Cette autorité doit se borner à vérifier si les conditions prévues à l'article 1 sont remplies: elle procédera d'office à cet examen et devra en constater le résultat dans son jugement. Celui-ci a effet entre toutes les parties à l'instance en *exequatur* et dans toute l'étendue du territoire.

L'*exequatur* peut être accordé partiellement pour l'un ou l'autre seulement des chefs de la décision étrangère.

En accordant l'*exequatur*, le jugement ordonne, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour que la décision étrangère reçoive la même publicité que si elle avait été prononcée dans le ressort où elle a été rendue exécutoire.

La procédure de la demande en *exequatur* est régie par la loi du pays dans lequel l'exécution est demandée.

Art. 4.

La partie qui invoque l'autorité d'une décision judiciaire, ou qui en demande l'exécution, doit produire:

1. — une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité;

2. — l'original de l'exploit de signification de la décision ou de tout autre acte qui tient lieu de signification;

3. — les pièces de nature à établir que la décision est passée en force de chose jugée et est devenue exécutoire;

4. — une copie authentique de la citation de la partie qui a fait défaut à l'instance et toutes pièces de nature à établir que cette citation l'a atteinte en temps utile;

5. — une traduction des pièces énumérées ci-dessus, certifiée conforme d'après les règles admises par les lois du pays où la décision est invoquée, ou par les traités, sauf dispense de la part de l'autorité judiciaire compétente.

Art. 5.

Les sentences arbitrales rendues valablement dans l'un des deux Etats sont reconnues dans l'autre et peuvent y être déclarées exécutoires si elles satisfont aux conditions indiquées à l'article 1, autant que ces conditions sont applicables.

L'*exequatur* est accordé par l'autorité compétente d'après la loi du pays où il est requis.

Art. 6.

Les actes authentiques exécutoires dans l'un des deux pays peuvent être déclarés exécutoires dans l'autre par l'autorité compétente d'après la loi du pays où l'exécution est demandée.

Cette autorité vérifie seulement si les actes réunissent les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où l'*exequatur* est requis.

Art. 7.

Les hypothèques terrestres conventionnelles, consenties dans l'un des deux Etats, seront inscrites et produiront effet dans l'autre seulement lorsque les actes qui en contiennent la stipulation auront été rendus exécutoires par l'autorité compétente, d'après la loi du pays où l'inscription est demandée. Cette autorité vérifie seulement si les actes et les procurations, qui en sont le complément, réunissent toutes le conditions nécessaires pour leur validité dans le pays où ils ont été reçus.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux actes de consentement à radiation ou à réduction passés dans un des deux pays.

Art. 8.

Les dispositions du présent titre s'appliquent quelle que soit la nationalité des parties.

Art. 9.

Les décisions rendues par les juridictions de l'un des deux Etats en faveur d'une partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite seront déclarées exécutoires gratuitement sur le territoire de l'autre Etat, sans que la partie qui en demande l'exécution soit tenue d'obtenir à nouveau, à cet effet, l'admission au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite.

TITRE II.

De la compétence judiciaire et de la faillite.

Art. 10.

Les règles de compétence du présent titre n'ont pour objet que l'application du n° 1 de l'article 1.

Art. 11.

En matière personnelle ou mobilière, dans les contestations entre français et italiens sont compétentes les juridictions de celui des deux pays où le défendeur a son domicile, ou, à défaut de domicile dans l'un des deux pays, sa résidence habituelle.

Si dans les contestations prévues au paragraphe précédent il y a plusieurs défendeurs, le demandeur peut, à son choix, porter son action devant les juridictions du pays du domicile, ou, à défaut de domicile dans l'un des deux pays, devant les juridictions du pays de la résidence habituelle de l'un d'eux.

Art. 12.

Dans les contestations entre français et italiens, lorsqu'un domicile attributif de juridiction a été élu dans celui des deux pays où un contrat a été conclu ou doit recevoir son exécution, les juridictions du pays du domicile élu sont compétentes pour connaître des contestations relatives au contrat. L'élection de domicile doit avoir été acceptée expressément par les parties et spécialement pour chaque contrat. Si le domicile n'a été élu qu'en faveur d'une des parties, celle-ci conserve le droit de saisir tout juge compétent.

Art. 13.

Le français ou l'italien qui possède soit un établissement commercial, industriel ou autre, soit une succursale dans l'un ou l'autre des deux pays est réputé faire élection de domicile dans le pays où est situé l'établissement ou la succursale pour le jugement de toute contestation concernant les contrats directement conclus par l'établissement ou par la succursale.

Art. 14.

Si l'action a pour objet un contrat considéré comme matière commerciale par la loi du pays où cette action est portée, le demandeur français ou italien peut saisir les juridictions de celui des deux pays où le contrat a été conclu ou de celui où il doit recevoir exécution.

Art. 15.

L'action en réparation du dommage causé par un délit ou quasi-délit peut être portée devant les juridictions de celui des deux pays où le fait dommageable s'est produit.

Art. 16.

Les juridictions de celui des deux pays où est situé l'immeuble sont compétentes pour toutes les contestations concernant la possession ou la propriété de cet immeuble et pour celles qui concernent les droits réels sur cet immeuble.

Les contestations concernant les contrats relatifs à l'immeuble et devant être exécutés dans le lieu où est situé cet immeuble peuvent être portées devant les mêmes juridictions.

Art. 17.

En cas de contestation entre français et italiens, les juridictions de celui des deux pays où le défunt avait son domicile pourront connaître, quelle que soit la nature mobilière ou immobilière des biens composant la succession:

1. — jusqu'au partage, des actions en pétition d'hérédité, des actions en partage et de toutes autres actions entre cohéritiers et des actions contre l'exécuteur testamentaire;

2. — jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à partir du jour du décès, des actions en nullité ou en rescision du partage, des actions en garantie des lots et des actions des légataires et des créanciers contre les héritiers.

Art. 18.

Les juridictions du pays où une demande est portée conformément aux règles du présent titre pourront connaître des demandes en compensation, des demandes incidentes ou accessoires et des demandes reconventionnelles.

Art. 19.

Les juridictions de l'un des Etats Contractants doivent, si l'une des parties le demande, se dessaisir des contestations portées devant elles quand ces contestations sont déjà pendantes devant les juridictions de l'autre pays, ou quand elles sont connexes à d'autres contestations déjà pendantes entre les mêmes parties devant ces juridictions, sous réserve que celles-ci soient compétentes selon les règles du présent titre.

Ne peuvent être considérées comme connexes que les contestations qui procèdent de la même cause ou portent sur le même objet.

Art. 20.

Les juridictions de celui des deux Etats où est situé le domicile d'un commerçant sont compétentes pour déclarer la faillite de ce commerçant.

Les juridictions de celui des deux Etats où est situé le siège social d'une société commerciale sont compétentes pour déclarer la faillite de cette société.

Art. 21.

Les effets de la faillite déclarée dans l'un des deux Pays par une juridiction compétente d'après les règles de l'article précédent s'étendent au territoire de l'autre. Le syndic ou l'administrateur peut, en conséquence, prendre toute mesure conservatoire ou d'administration et exercer toutes actions comme représentant du failli ou de la masse; il ne peut toutefois procéder à des actes d'exécution qu'autant que le jugement en vertu duquel il agit a été revêtu de l'*exequatur* conformément aux règles édictées dans les articles 3 et suivants du titre I. Le jugement d'homologation du concordat rendu dans l'un des deux pays a l'autorité de chose jugée dans l'autre et y est rendu exécutoire d'après les mêmes règles.

Art. 22.

Lorsque la faillite déclarée dans l'un des deux pays comprend une succursale ou un établissement dans l'autre, les formalités de publicité exigées par la législation de ce dernier pays sont remplies à la diligence du syndic ou administrateur au lieu de cette succursale ou de cet établissement.

Art. 23.

Les effets des sursis, concordats préventifs, règlements transactionnels pour quelque cause que ce soit ou liquidations judiciaires organisés dans l'un des deux Etats par les juridictions du pays où se trouve le domicile d'un commerçant s'étendent au territoire de l'autre Etat dans la mesure et sous les conditions spécifiées dans le présent titre relativement à la faillite.

Art. 24.

L'actif de la faillite sera réparti entre les créanciers conformément à la loi du pays où la faillite a été déclarée sans qu'il puisse être fait de distinction entre italiens et français en raison de leur nationalité.

La vente des biens meubles ou immeubles sera faite conformément aux lois du pays où ces biens sont situés.

Les privilèges et droits de préférence établis sur les biens meubles ou immeubles sont régis par la loi de l'Etat sur le territoire duquel ces biens sont situés. Toutefois, il n'est rien stipulé en ce qui concerne les navires.

La nomination et les pouvoirs de l'administrateur de la faillite, les formes de procédure à suivre, l'admission des créanciers et la formation du concordat sont réglés par la loi du pays où la faillite a été déclarée.

Cette loi règle l'annulation des actes du débiteur par l'effet de la déclaration de faillite ainsi que la non-opposabilité de ces actes à la masse.

Art. 25.

Les juridictions du pays où la faillite a été déclarée sont compétentes pour statuer sur les questions qui s'y rattachent.

Les contestations relatives aux privilèges et droits de préférence ainsi que celles qui sont relatives à la propriété, à la jouissance et à l'usage des immeubles ou à tout autre droit relatif aux immeubles, sont jugées par les juridictions du pays où ces biens sont situés.

Art. 26.

Les effets de la faillite déclarée dans l'un des deux pays ne s'étendent pas au territoire de l'autre Partie, si le débiteur a été antérieurement dans un Etat tiers l'objet d'une déclaration de faillite dont les effets doivent s'étendre au territoire de cette autre Partie en vertu des stipulations d'un traité conclu entre elle et cet Etat tiers et si le syndic ou administrateur de cette faillite a déjà fait valoir les droits reconnus par le traité.

Art. 27.

La présente Convention ne s'oppose pas à ce que chaque Etat Contractant applique les mesures édictées par sa législation en vue d'assurer la continuation d'un service public dont est chargée une entreprise en faillite. Sont, d'autre part, réservées les dispositions législatives exceptionnelles adoptées pour des raisons d'ordre public qui pourront être prévues pour la liquidation d'une entreprise déterminée.

Art. 28.

Le mot domicile, tel qu'il est employé dans le présent titre, désigne:

1. — pour les majeurs jouissant de leur capacité, les mineurs émancipés, les majeurs auxquels est seulement imposée l'assistance d'un conseil pour l'accomplissement de certains actes, le lieu où se trouve le siège principal de leurs affaires;

2. — pour les mineurs, le lieu du domicile du représentant légal;

3. — pour le majeur n'ayant pas l'administration de ses biens et le mineur non émancipé, orphelin de père et de mère, le lieu où l'administrateur des biens ou le tuteur a son propre domicile;

4. — pour la femme mariée, le lieu du domicile de son mari et, si le domicile du mari est inconnu ou si la femme est séparée de corps ou autorisée à avoir un domicile séparé, le lieu où se trouve le siège principal de ses affaires;

5. — pour les sociétés, le lieu où est établi le siège social.

TITRE III.

Dispositions diverses.

Art. 29.

En matière civile et commerciale, dans les instances portées devant les juridictions françaises par un italien et devant les juridictions italiennes par un français, les juges ne peuvent se déclarer incompétents en raison de l'extranéité des parties.

Art. 30.

Les règles par lesquelles la législation d'un des deux Etats déclare ses juridictions compétentes en raison uniquement de la nationalité du demandeur et sans autre titre de compétence en ce qui concerne les contestations relatives à des obligations nées d'un contrat ou quasi-contrat ou d'un délit ou quasi-délit, ne seront pas applicables aux ressortissants de l'autre Etat dans les cas suivants:

1) lorsque le défendeur a son domicile ou sa résidence dans le pays dont il est ressortissant;

2) lorsque l'obligation est née ou doit être exécutée dans le pays dont le défendeur est ressortissant.

La disposition qui précède devra être appliquée d'office par les juridictions de chacun des deux Pays.

Art. 31.

Aucun dépôt ni caution, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit de défaut de domicile ou résidence dans le pays, aux ressortissants de l'un des deux Etats qui seront demandeurs ou intervenants devant les juridictions de l'autre Etat.

Art. 32.

Les mesures provisoires ou conservatoires organisées par la législation d'un des deux pays peuvent en cas d'urgence être requises des autorités de ce pays quelle que soit la juridiction compétente pour connaître du fond.

Art. 33.

Toutes les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux sociétés commerciales constituées selon les lois de l'un des deux pays et ayant leur siège social dans ce pays, ainsi qu'à celles qui sont visées au Protocole annexé à la Convention d'établissement du 3 Juin 1930, *ad* article 6.

Art. 34.

Lorsqu'un français domicilié en France sera partie dans une action portée devant les juridictions italiennes ou devra accomplir une formalité en Italie et lorsqu'un italien domicilié en Italie sera partie dans une action portée devant les juridictions françaises ou devra accomplir une formalité en France, les délais prévus par les lois de procédure seront augmentés d'un mois, à moins que ces lois elles-mêmes n'accordent un délai plus long.

Art. 35.

Le changement de nationalité en cours d'instance ne modifie pas la compétence d'une autorité régulièrement saisie.

Art. 36.

Les stipulations de la présente Convention ne dérogent pas aux dispositions des autres accords réglant la compétence judiciaire et l'exécution des jugements au sujet de matières spéciales.

TITRE IV.

Application, interprétation, durée de la Convention.

Art. 37.

Toutes les contestations qui s'élèveraient entre les Hautes Parties Contractantes relativement à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, pourront être soumises à l'arbitrage à la demande de l'une ou de l'autre de ces Parties.

Dans ce cas chacune des Parties Contractantes nommera un arbitre et les deux arbitres ainsi désignés choisiront un surarbitre qui sera Président. Les deux Parties rédigeront un compromis précisant les questions de principe que les arbitres devront trancher au sujet de l'interprétation ou de l'application de la Convention.

Les arbitres se réuniront sur le territoire de celui des Etats qui a demandé l'arbitrage.

La sentence arbitrale sera définitive et obligatoire.

Elle ne pourra porter atteinte à des droits acquis en vertu de décisions judiciaires passées en force de chose jugée.

Art. 38.

La présente Convention sera applicable sur le territoire métropolitain des deux Parties et sur le territoire de l'Algérie.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent d'appliquer d'un commun accord, par échange de notes, la présente Convention aux colonies, pays de protectorat et autres territoires soumis à leur souveraineté ou à leur autorité.

La présente Convention abroge et remplace l'article 22 du Traité du 24 Mars 1760 entre la France et la Sardaigne et la Déclaration échangée le 11 Septembre 1860 entre la France et la Sardaigne.

Art. 39.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Elle aura une durée de trois ans et restera en vigueur après ce terme tant que l'une des Hautes Parties Contractantes n'aura pas notifié par un préavis de six mois son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, en double exemplaire, le trois juin mil neuf cent trente.

(*L. S.*) GIUS. DE MICHELIS (*L. S.*) BEAUMARCHAIS

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
GRANDI.

REGIO DECRETO 21 dicembre 1931.

Conferma in carica del presidente del Consiglio di amministrazione dell'Istituto di San Paolo in Torino.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse di risparmio e dei Monti di pietà di prima categoria, approvato con R. decreto 25 aprile 1929, n. 967, ed il regolamento per la sua esecuzione approvato con R. decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Veduto il R. decreto 14 novembre 1929, col quale l'onorevole marchese Demetrio Asinari di Bernezzo, senatore del Regno, fu nominato presidente dell'Istituto di San Paolo di Torino in sostituzione del defunto on. conte Delfino Orsi, a sua volta nominato in data 18 dicembre 1927, per il quadriennio 1° gennaio 1928-31 dicembre 1931;

Considerato che col 31 dicembre 1931 il predetto on. marchese Demetrio Asinari di Bernezzo decade, per compiuto periodo, dalla carica attualmente coperta e che quindi si manifesta la necessità di provvedere conseguentemente;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e le foreste;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

L'on. marchese Demetrio Asinari di Bernezzo, senatore del Regno, è riconfermato nell'ufficio di presidente del Consiglio di amministrazione dell'Istituto di San Paolo in Torino, fino alla data del 31 dicembre 1935.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Dato a Roma, addì 21 dicembre 1931 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

ACERBO.

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 gennaio 1932 - Anno X
Registro n. 2, Min. agricoltura e foreste, foglio n. 142. — BESSANI.

(464)

REGIO DECRETO 14 gennaio 1932.

Conferma in carica del vice presidente del Consiglio di amministrazione dell'Istituto di San Paolo in Torino.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse di risparmio e dei Monti di pietà di prima categoria, approvato con R. decreto 25 aprile 1929, n. 967, ed il regolamento per la sua esecuzione approvato con R. decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Veduto il R. decreto 12 febbraio 1930, col quale il commendatore Annibale Bocca fu nominato vice-presidente dell'Istituto di San Paolo in Torino, in sostituzione del dimissionario avv. Francesco Giorgi, a sua volta nominato in data 18 dicembre 1927, per il quadriennio 1° gennaio 1928-31 dicembre 1931;

Considerato che col 31 dicembre 1931 il predetto commendatore Annibale Bocca è scaduto, per compiuto periodo, dal-

la carica anzidetta e che quindi si manifesta la necessità di provvedere conseguentemente;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e le foreste;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Il comm. Annibale Bocca è riconfermato nell'ufficio di vice-presidente del Consiglio di amministrazione dell'Istituto di San Paolo di Torino, fino alla data del 31 dicembre 1935.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Dato a Roma, addì 14 gennaio 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

ACERBO.

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1932 - Anno X
Registro n. 2 Min. agricoltura e foreste, foglio n. 335.

(465)

REGIO DECRETO 28 gennaio 1932.
Tasse sui passeggeri che sbarcano o imbarcano nel porto di Trieste.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vista la delega contenuta nell'art. 8 del R. decreto-legge 3 settembre 1925, n. 1789, relativo all'istituzione di una Azienda dei magazzini generali di Trieste;

Visto il R. decreto 22 gennaio 1931-IX, col quale il Consiglio di amministrazione dell'Azienda dei magazzini generali di Trieste è stato autorizzato ad imporre una tassa sui passeggeri, fino al 31 dicembre 1931;

Viste le proposte dell'Azienda dei magazzini generali di Trieste, per l'applicazione dell'anzidetta tassa per il periodo ulteriore;

Su proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze, di concerto con quelli per le comunicazioni e per le corporazioni;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

L'applicazione delle tasse sui passeggeri, che sbarcano o imbarcano nel porto di Trieste, provenienti dall'estero o ivi diretti, autorizzata col Nostro decreto 22 gennaio 1931-IX continuerà sino al 29 febbraio 1932.

Art. 2.

Il Consiglio di amministrazione dell'Azienda dei magazzini generali di Trieste è autorizzato ad imporre dal 1° marzo 1932 al 31 dicembre 1932, le seguenti tasse sui passeggeri, che sbarcano o imbarcano in quel porto, provenienti dall'estero o ivi diretti.

Da o per porti esteri sull'Adriatico: 1ª classe, L. 3; 2ª classe e classe unica, L. 2; 2ª classe economica e 3ª classe, L. 1.

Da o per altri porti esteri del Mediterraneo, Mar di Marmara, Mar Nero e da o per i porti dell'Africa compresi fra Gibilterra e Casablanca e da e per i porti atlantici della Spagna e Portogallo fino a Lisbona: 1ª classe, L. 12; 2ª classe e classe unica, L. 7,50; 2ª classe economica e 3ª classe, L. 5; ponte L. 1,50.

Da o per altri porti esteri: 1ª classe, L. 30; 2ª classe e classe unica, L. 15; 2ª classe economica e 3ª classe, L. 5; ponte, L. 5.

Le tasse suddette saranno a carico dei vettori, con facoltà di riscuoterle dai passeggeri, portandole in aumento del costo dei biglietti.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà registrato alla Corte dei conti.

Dato a Roma, addì 28 gennaio 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

MOSCONI — CIANO — BOTTAI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 febbraio 1932 - Anno X
Registro n. 1, Ministero finanze, foglio n. 338. — GUALTIERI.

(472)

DECRETO MINISTERIALE 30 gennaio 1932.
Autorizzazione alla Banca delle Marche e degli Abruzzi ad istituire una filiale in Castiglione Messer Raimondo in luogo di quella di Castiglione Messer Marino.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Visti i Regi decreti-legge 7 settembre 1926, n. 1511, e 6 novembre 1926, n. 1830, convertiti nelle leggi 23 giugno 1927, nn. 1107 e 1108, recanti provvedimenti sulla tutela del risparmio;

Sentito l'Istituto di emissione;

Decreta:

La Banca delle Marche e degli Abruzzi, con sede in Ancona, è autorizzata ad istituire una propria filiale in Castiglione Messer Raimondo, in luogo della filiale di Castiglione Messer Marino che verrà chiusa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 30 gennaio 1932 - Anno X

Il Ministro per le finanze:
MOSCONI.

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste:
ACERBO.

(469)

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 238 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926

che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Arman » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Arman Giovanni, figlio del fu Antonio e di Caterina Gurian, nato a Grisignana il 22 ottobre 1899 e abitante a Grisignana, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Armani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Natalia Legovich del fu Giorgio e della fu Elena Bercich, nata a Montona il 6 agosto 1897, ed ai figli, nati a Grisignana: Maria Teresa, il 27 agosto 1924; Guerrino, il 3 maggio 1927; ai fratelli nati a Grisignana: Domenico, il 9 marzo 1903; Vittorio, il 2 ottobre 1906; nonchè, alla sorella Maria, nata a Grisignana il 10 luglio 1910.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9813)

N. 237 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Arman » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Arman Matteo, figlio del fu Giovanni e della fu Caterina Visintin, nato a Grisignana il 27 febbraio 1859 e abitante a Grisignana, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nela forlma italiana di « Armani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Zubin del fu Giovanni e della fu Antonia Zottich, nata a Portole il 5 settembre 1858, ed al figlio Matteo, nato a Grisignana il 18 febbraio 1893; alla nuora, Angela Marchesich, del fu Matteo e di Maria Bembich, moglie di Matteo Arman, nata a Portole il 6 giugno 1889, ed ai nipoti, figli di Matteo Arman e di Angela Marchesich, nati a Grisignana: Attilio, il 29 ottobre 1913; Ruggero, il 28 agosto 1915; Bruno, il 1° ottobre 1920; Fiorentino-Antonio, il 12 giugno 1923; Mario, il 31 gennaio 1926.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 14 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9814)

N. 240 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Arman » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Arman Matteo, figlio del fu Giacomo e della fu Antonia Gurian, nato a Grisignana l'8 maggio 1862 a abitante a Grisignana, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Armani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta ai figli della defunta moglie Antonia Trampus, nati a Grisignana: Giacomo, il 17 maggio 1892; Giovanni, il 29 novembre 1902; alla nuora, Maria Perin di Pietro e di Margherita Chert, moglie di Giovanni Arman, nata a Grisignana il 14 maggio 1903; alla nipote Maria Arman di Giovanni e di Maria Perin, nata a Grisignana l'8 aprile 1928, ed ai fratelli, nati a Grisignana: Giovanni, il 1° ottobre 1951; Giacomo il 15 marzo 1856.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9815)

N. 234 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Arman » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Arman Matteo, figlio del fu Domenico e della fu Caterina Chitrizza, nato a Grisignana il 22 aprile 1873 e abitante a Grisignana, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Armani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche ai fratelli, nati a Grisignana: Giovanni, il 31 marzo 1858; Domenico, il 25 agosto 1854; alla cognata Caterina Bassanese, del fu Matteo e della fu Giovanna Radin, moglie di Domenico Arman, nata a Portole l'8 luglio 1862; alla cognata, Antonia Craievich, del fu Antonio e della fu Maria Vidach, vedova di Antonio Arman, nata a Grisignana il 25 maggio 1878, ed ai nipoti, figli del fu Antonio Arman e di Antonia Craievich, nati a Grisignana: Rosa, il 3 marzo 1904; Domenico, il 13 aprile 1906; Giovanni, il 17 ottobre 1909; Antonio, l'11 giugno 1913; Veneranda, il 2 aprile 1919.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9816)

N. 236 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Arman » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Arman Pietro, figlio del fu Antonio e della fu Maria Lubich, nato a Grisignana il 2 giugno 1890 e abitante a Grisignana, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Armani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla figlia Enrica Bianca, della defunta moglie Filomena Radonich, nata a Grisignana il 31 maggio 1914.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 14 novembre 1930 . Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9817)

N. 216 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Abram » (Abran) è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Abram (Abran) Natale, figlio del fu Antonio e di Anna Coslan, nato a Bertocchi di Capodistria il 28 marzo 1890 e abitante a Capodistria, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Abrami ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Giustina Pechiarich di Antonio e di Coslan, nata a Sermino il 21 luglio 1901, ed ai figli nati a S. Canziano: Elmo, il 16 dicembre 1920; Sergio, il 26 luglio 1927.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9818)

N. 213 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Alessich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Alessich Giovanni, figlio del fu Matteo e della fu Caterina Morin, nato a Lussinpiccolo il 14 settembre 1879 e abitante a Lussinpiccolo, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma di « Alessi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Carlotta Crulcich di Giovanni e di Giuseppina Morin, nata a Lussinpiccolo il 4 settembre 1888, ed ai figli nati a Lussinpiccolo: Giovanni, l'11 gennaio 1912; Nives, il 3 luglio 1913.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9819)

N. 214 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Alessich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Alessich Marco, figlio del fu Matteo e della fu Caterina Morin, nato a Lussinpiccolo il 16 maggio 1878 e abitante a Lussinpiccolo, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Alessi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Anna Zorovich di Santo e della fu Elisabetta Vidulich, nata a Lussinpiccolo il 29 maggio 1882, ed ai figli nati a Lussinpiccolo: Giovanni, il 16 luglio 1905; Maria, il 26 ottobre 1906; Anna, il 29 gennaio 1914.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 12 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9820)

N. 292 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Anelich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Anelich Domenico, figlio del fu Giovanni e della fu Maria Massalin, nato a S. Giacomo (Neresine) il 3 giugno 1866 e abitante a Neresine, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Anelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Badurina fu Giuseppe e fu Giovanna Pundich, nata a Puntacroce (Neresine) il 26 dicembre 1875, ed ai figli, nati a San Giacomo (Neresine): Domenica, il 26 ottobre 1908; Antonio, il 12 giugno 1913; Guerrino il 28 gennaio 1916.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9821)

N. 249 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Anelich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Anelich Giovanni, figlio del fu Melchiore e della fu Domenica Linardich, nato a S. Giacomo (Neresine) il 13 maggio 1879 e abitante a Neresine, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Anelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Domenica Faresich di Gaudenzio e fu Antonia Socolich, nata a Neresine il 31 maggio 1886; al figlio Giovanni, nato a Neresine il 20 luglio 1907 ed ai figli nati a S. Giacomo (Neresine): Antonio, il 4 ottobre 1908; Melchiore, il 10 settembre 1910; Eliodoro, il 16 settembre 1914.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9822)

N. 248 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Anelich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Anelich Giovanni, figlio di Marco e di Nicolina Zuclich, nato a S. Giacomo (Neresine) l'8 dicembre 1900 e abitante a Neresine, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Anelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Giuseppina Zorovich di Natale e di Francesca Badurina, nata a S. Giovanni (Neresine) il 25 giugno 1907.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9823)

N. 247 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Anelich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Anelich Giovanni, figlio del fu Giovanni e della fu Maria Massalin, nato a S. Giacomo (Neresine) il 16 marzo 1863 e abitante a Neresine, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Anelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche ai figli della defunta moglie Maria Zorovich, nati a San Giacomo (Neresine): Filomena, il 12 febbraio 1898; Palina, il 20 settembre 1902; Spiridione, il 9 giugno 1906.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9824)

N. 246 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto-legge 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Anelich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Anelich Giovanni, figlio di Giovanni e della fu Maria Zorovich, nato a S. Giacomo (Neresine) il 24 ottobre 1900 e abitante a Neresine, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Anelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Carmela Zorovich fu Giovanni e di Domenica Gercovich, nata a Neresine il 26 maggio 1902.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9825)

N. 245 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosti 1926 che approva le struzioni per la esecuzione del R. decreto legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Anelich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Anelich Giovanni, figlio del fu Gaspare e della fu Maria Minzulich, nato a S. Giacomo (Neresine il 20 ottobre 1875 e abitante a Neresine, è restituito a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Anelli ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Mattiassich fu Pietro e di Frncesca Socolich nata a Neresine il 16 maggio 1876 ed ai figli, nati a S. Giacomo (Neresine): Erminia, il 12 ottobre 1905; Maria, il 2 ottobre 1907; Giovanni, il 19 novembre 1909.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9826)

N. 193 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni conte-

nute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Ancich » (Ancic) è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Ancich (Ancic) Giuseppe, figlio del fu Giuseppe e di Angela Valincich, nato a Novacco (Pisino) il 20 novembre 1909 e abitante a Novacco (Pisino), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Anci ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche al fratello Mario, nato a Novacco il 5 maggio 1912; alla sorella Angela, nata a Novacco il 5 maggio 1912 ed alla madre Angela Valincich fu Giuseppe e di Antonia Mohocich vedova di Giuseppe Ancich, nata a Novacco il 19 settembre 1876.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 12 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9827)

N. 205 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Andreassich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Andreassich Antonio, figlio del fu Andrea e della fu Caterina Bartolich, nato a Momiano (Buie d'Istria) il 5 aprile 1866 e abitante a Buie d'Istria, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Andreassi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche ai figli della defunta moglie Lucia Braico, nati a Momiano: Antonio, il 12 marzo 1899; Pietro, il 16 luglio 1900; Vittorio, il 27 aprile 1908.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 12 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9828)

N. 208 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Andreassich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Andreassich Giovanni, figlio del fu Antonio e della fu Caterina Peruzzo, nato a Momiano (Buie d'Istria) il 7 maggio 1858 e abitante a Buie d'Istria, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Andreassi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche ai figli della defunta moglie Maria Pelin, nati a Momiano: Biagio, il 25 luglio 1902; Maria, il 13 novembre 1906; Giovanna, il 3 febbraio 1910.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 12 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9829)

N. 211/1 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Andreassich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Andreassich Giovanni, figlio del fu Valentino e della Maria Tulliach, nato a Momiano (Buie d'Istria) il 9 maggio 1885 e abitante a Buie d'Istria, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Andreassi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Sincovich di Matteo e di Maria Vigini, nata a Momiano il 10 luglio 1897 ed ai figli, nati a Momiano: Rodolfo, l'11 gennaio 1920; Aurelio, il 26 luglio 1927.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 12 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9830)

N. 210 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Andreassich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Andreassich Martino, figlio del fu Andrea e della fu Caterina Bartolich, nato a Momiano (Buie d'Istria il 15 novembre 1857 e abitante a Buie d'Istria, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Andreassi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Lucia Piccoli fu Natale e fu Lucia Padovan, nata a Momiano il 28 gennaio 1859 ed al pronipote Francesco Andreassich fu Giacomo e di Giovanna Fratar, nato a Momiano l'11 settembre 1913.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 12 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9831)

N. 229 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Antonaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Antonaz Antonio, figlio del fu Giovanni e della fu Caterina Callegarich, nato a Piemonte (Grisignana) il 5 giugno 1882 e abitante a Piemonte (Grisignana), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Antonazzi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Lucia Vragnaz fu Francesco e fu Lucia Chersicla, nata a Portole il 14 maggio 1896 ed ai figli, nati a Piemonte (Grisignana): Mario, il 30 settembre 1914; Angelica, il 18 aprile 1920; Marcellina, il 12 luglio 1921; Antonio il 26 gennaio 1923; Giusto, il 30 dicembre 1925; Lucia, il 30 giugno 1928.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9834)

N. 228 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Antonaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Antonaz Antonio, figlio del fu Pietro e della fu Caterina Blaschich, nato a Piemonte (Grisignana) il 26 settembre 1887 e abitante a Piemonte (Grisignana), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Antonazzi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Rosa Bassanese di Giorgio e fu Anna Fattorich, nata a Portole il 23 febbraio 1896 ed ai figli, nati a Piemonte (Grisignana): Pietro, il 10 dicembre 1919; Mario, il 25 dicembre 1921; Lino, il 6 giugno 1923; Annunziata, il 5 aprile 1927; Paolo, il 22 giugno 1928.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9835)

N. 211 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926,

che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Andreassich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Andreassich Pietro, figlio del fu Valentino e di Maria Tulliach, nato a Momiano (Buie d'Istria) il 31 maggio 1882 e abitante a Buie d'Istria, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Andreassi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Lucia Giurgiovich di Antonio e di Lucia Giurgiovich, nata a Sorbar (Buie d'Istria) il 18 luglio 1889 ed ai figli, nati a Momiano: Giovanni, il 13 maggio 1908; Giovanna, il 9 luglio 1909; Giacomo, il 15 giugno 1912.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 12 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9832)

N. 183 A.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Anich » (Annicich) è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Anich (Annicich) Francesco, figlio del fu Giovanni e di Giovanna Bastiancich, nato a Pedena (Pisino) il 24 aprile 1887 e abitante a Pedena (Pisino) n. 209, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Anici ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Caterina Bacchiaz di Giuseppe e di Giovanna Bencovich, nata a Pedena il 15 maggio 1901 ed ai figli, nati a Pedena: Antonio, il 1° gennaio 1925; Francesco, il 6 ottobre 1926, nonchè alla madre Giovanna Bastiancich fu Antonio e fu Francesca Zadhorich, vedova di Giovanni Anich, nata a Chersano il 23 novembre 1848.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 12 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9833)

N. 230 A.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Antonaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Antonaz Antonio, figlio del fu Antonio e di Maria Chert, nato a Piemonte (Grisignana) il 15 aprile 1895 e abitante a Piemonte (Grisignana) è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Antonazzi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Rosina Blaschich di Benedetto e di Maria Visintin, nata a Portole il 13 febbraio 1900 ed alle figlie, nate a Piemonte (Grisignana): Emma, l'8 agosto 1921; Cecilia, il 28 giugno 1925; Olimpia, il 12 ottobre 1927, nonchè alla sorella Cristina, nata a Piemonte (Grisignana) il 6 luglio 1902.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9836)

N. 241 A.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Antonaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana,

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Antonaz Antonio, figlio del fu Antonio e di Caterina Zubin, nato a Piemonte (Grisignana) l'11 marzo 1906 e abitante a Piemonte (Grisignana), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Antonazzi ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2

ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9837)

N. 232 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Antonaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Antonaz Agostino, figlio del fu Giovanni e della fu Maria Antonaz, nato a Piemonte (Grisignana) il 12 settembre 1907 e abitante a Piemonte (Grisignana), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Antonazzi ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche ai fratelli, nati a Piemonte (Grisignana): Albino, il 13 maggio 1909; Vito, il 31 marzo 1912, nonchè alla sorella Natalia, nata a Piemonte (Grisignana) il 26 dicembre 1914.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: LEONE.

(9838)

N. 231 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Antonaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Antonaz Andrea, figlio del fu Pietro e di Marina Pincin, nato a Piemonte (Grisignana) il 24 novembre 1878 e abitante a Piemonte (Grisignana), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Antonazzi ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Chert fu Matteo e fu Giovanna Visintin, nata a Piemonte (Grisignana) il 22 ottobre 1872, ed ai figli nati a Piemonte (Grisignana): Angelica, il 17 aprile 1910; Valerio, il 27 dicembre 1915.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 13 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9839)

N. 223-1 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Antonaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Antonaz Benedetto, figlio del fu Matteo e di Lucia Antonaz, nato a Piemonte (Grisignana) il 21 febbraio 1900 e abitante a Piemonte (Grisignana), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Antonazzi ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Carmela Nevaty di Giuseppe e fu Maria Fonda, nata a Trieste l'11 gennaio 1906 ed al figlio Marcello, nato a Piemonte (Grisignana) il 29 agosto 1927.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9840)

N. 226 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Antonaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Antonaz Gioacchino, figlio del fu Antonio e di Maria Chert, nato a Piemonte (Grisignana) il 3 agosto 1900 e abitante a Piemonte (Grisignana), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma ialiana di « Antonazzi ».

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9841)

N. 223 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Antonaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

I cognomi della signora ntonaz Lucia ved. di Matteo, figlia del fu Pietro Antonaz e della fu Caterina Antonaz, nata a Piemonte (Grisignana) il 29 agosto 1874 e abitante a Piemonte (Grisignana), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Antonazzi » (Antonazzi ved. Lucia, nata Antonazzi).
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche ai figli, nati a Piemonte (Grisignana): Giacomo, il 29 dicembre 1904; Matteo, il 5 marzo 1908; Carolina, il 27 marzo 1917 ed alla nuora Carolina Antonaz di Andrea e di Chert Maria, moglie di Giacomo Antonaz, nata a Piemonte (Grisignana) il 19 marzo 1912.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9842)

N. 225 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Antonaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Antonaz Pietro figlio del fu Pietro e della fu Giovanna Pincin, nato a Piemonte (Grisignana) il 27 marzo 1872 e abiante a Piemonte (Grisignana), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Antonazzi ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche ai figli della defunta moglie, Anna Climich, nati a Piemonte (Grisignana): Giacomo, il 22 novembre 1906; Antonio, il 28 ottobre 1902 ed alla nuora Rosa Lipich di Antonio e di Maria Basiaco, nata a Portole, il 10 ottobre 1903, moglie di Antonio Antonaz.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9845)

N. 222 A.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Antonaz » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Antonaz Pietro, figlio del fu Giacomo e della fu Antonia Pincin, nato a Piemonte (Grisignana) il 30 dicembre 1854 e abitante a Piemonte (Grisignana), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Antonazzi ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Caterina Bassanese fu Matteo e fu Domenica Crisman, nata a Portole il 19 settembre 1862 ed al figlio Pietro, nato a Piemonte il 10 agosto 1888; alla nuora Maria Milanovich di Francesco e di Giovanna Jeovich moglie di Pietro Antonaz, nata a Portole il 29 luglio 1901 ed ai nipoti, figli di Pietro Antonaz e Maria Milanovich, nati a Piemonte: Pierina, il 29 giugno 1927; Angelo, il 13 gennaio 1922.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 17 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9846)

N. 1610 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Bellanich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Bellanich Martino, figlio di Antonio e e di Maria Carcich, nato a Unie (Lussinpiccolo) il 29 otto bre 1887, e abitante a Unie (Lussinpiccolo), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Bellani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella foroma italiana anzidetta anche moglie Anna Carcich di Matteo e di Anna Segotta, nata a Unie il 25 settembre 1894, ed ai figli nati a Unie: Maria, il 25 novembre 1914; Matteo, il 20 ottobre 1919 ed Anna, il 6 aprile 1921.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 16 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9857)

N. 1799 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Bellanich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Bellanich Nicolò, figlio del fu Antonio e di Domenica Bussanich, nato a S. Pietro dei Nembi (Lussingrande) il 20 settembre 1854 e abitante a S. Pietro dei Nembi (Lussingrande), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Bellani ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Nicolina Giadrossich fu Paolo e fu Nicolina Radellich, nata a S. Pietro dei Nembi il 1° ottobre 1856, al figlio Antonio, nato a S. Pietro dei Nembi il 1° dicembre 1883; alla nuora Maria Budinich di Antonio e fu Orsola Simicich, moglie di Antonio Bellanich, nata a S. Pietro dei Nembi il 16 novembre 1890; ed ai nipoti, nati a S. Pietro dei Nembi: Giovanni, il 13 novembre 1910; Floriano, il 14 luglio 1920; Guglielmo, il 5 settembre 1921; Antonio, il 17 settembre 1922; Maria, il 19 dicembre 1923; Nicoletta, l'11 dicembre 1925; Anna, il 28 agosto 1927.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 16 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9857)

N. 1802 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Bernabich », è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Bernabic Michele, figlio del fu Michele e di Nicolina Botterini, nato a Lussingrande il 1° settembre 1888 e abitante a Lussingrande, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Barnabi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Nicoletta Simicich di Giuseppe e di Caterina Barichievich, nata a Lussingrande il 7 maggio 1892, ed ai figli nati a Lussingrande: Venenzio, il 17 maggio 1921; Spiridione, il 18 giugno 1924; Ilario, il 9 maggio 1926.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 16 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9859)

N. 1805 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto

1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Bernich », è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Bernich Luigi, figlio di Antonio e della fu Maria Barichievich, nato a S. Pietro dei Nembi (Lussingrande) il 16 aprile 1872 e abitante a S. Pietro dei Nembi (Lussingrande), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Berni ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Anna Zvelich fu Giovanni e fu Caterina Mascolin, nata a S. Pietro dei Nembi il 24 marzo 1885, ed ai figli nati a S. Pietro dei Nembi: Antonio, il 3 aprile 1907; Maria, il 4 maggio 1908; Petronilla, il 27 maggio 1914; Anna, il 5 luglio 1920; Luigia, il 26 ottobre 1921; Milca, il 26 agosto 1923.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 15 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: Leone.

(9860)

N. 2042 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Bodetich », è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Bodetich Giovanni, figlio del fu Tommaso e della fu Maria Dumovich, nato a Parenzo l'8 maggio 1872 e abitante a Barbariga (Dignano), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Bodetti ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Calaz Eufemia di Giuseppe e fu Maria Miculich, nata a Parenzo il 21 agosto 1881, ed ai figli nati a Parenzo: Giovanni, l'8 agosto 1904; Pietro, il 16 maggio 1912.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 10 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: Leone.

(9861)

N. 1806 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Bonich », è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Bonich Giuseppe, figlio del fu Antonio e della fu Zorovich Domenica, nato a Neresine il 12 ottobre 1877 e abitante a Lussingrande, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Boni ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Maria Dumicich fu Francesco e di Maria Troversich, nata in Arbe (Jugoslavia) il 2 novembre 1888, ed ai figli nati a Lussingrande: Domenica, il 14 novembre 1908; Giuseppe, il 13 luglio 1910; Antonia, l'11 gennaio 1913; Carmela, il 2 ottobre 1917; Maria, l'11 novembre 1919; Francesco, il 6 febbraio 1922; Giovanni, il 26 febbraio 1915.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 15 novembre 1930 - Anno IX.

Il prefetto: Leone.

(9862)

N. 2076 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Butcovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Butcovich Antonio, figlio del fu Antonio e della fu Pacich Eufemia, nato a Dignano l'1[illegible] luglio 1860 e abitante a Dignano (Butcovi n. 82), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Bucconi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Piglian Mattea fu Giovanni e fu Persich Vittoria, nata a Sanvincenti il 25 dicembre 1858.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 10 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9873)

N. 2069 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Butcovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Butcovich Giovanni figlio del fu Martino e di Collich Lucia, nato a Dignano il 13 febbraio 1885 e abitante a Dignano (Butcovi 194), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Bucconi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Butcovich Giovanna di Matteo e di Zupanich Eufemia, nata a Dignano il 17 aprile 1884, ed ai figli nati a Dignano: Martino, il 22 marzo 1911; Matteo, il 15 aprile 1915 ed Antonio, il 30 novembre 1919.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 10 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9874)

N. 2071 B.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Butcovich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Butcovich Giovanni, figlio del fu Giovanni e di Mazzan Fosca, nato a Dignano il 17 novembre 1870 e abitante a Dignano (Butcovici 64), è restituito a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Bucconi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Paicovich Fosca fu Giovanni e fu Livarich Maria, nata a Dignano il 18 febbraio 1878, ed ai figli nati a Dignano: Lucia, il 23 aprile 1903; Fosca, il 13 febbraio 1906; Antonio, il 17 gennaio 1912; Michele, il 2 aprile 1918 e Giovanni il 19 aprile 1922.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 10 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9875)

N. 1092 C.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che il cognome « Carich » è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Carich Michele, figlio del fu Gregorio e della fu Oliva Persich, nato a Smogliani (Sanvincenti) il 6 luglio 1871 e abitante a Pola, Monte S. Giorgio n. 288, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Cari ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche al figlio Giordano, nato a Smogliani (Sanvincenti) dall'or defunta Caterina Piglian il 1° gennaio 1901.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 15 novembre 1930 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(9878)

CONCORSI

MINISTERO DELLE FINANZE

Concorso per esami a 50 posti di volontario nell'Amministrazione provinciale delle tasse sugli affari (gruppo B).

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato e successive variazioni;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dell'Amministrazione dello Stato;

Vista la legge 21 marzo 1930, n. 219, che approva i nuovi ruoli per il personale finanziario;

Visto il R. decreto 12 maggio 1930, n. 684, concernente le norme per l'assunzione del personale nei ruoli di gruppo *A*, *B* e *C* degli uffici finanziari dipendenti dal Ministero delle finanze;

Visto il R. decreto 3 gennaio 1926, n. 48;
Vista la legge 6 giugno 1929, n. 1024;
Visto il decreto Ministeriale 20 dicembre 1930 col quale venne indetto un concorso per esame a 107 posti di procuratore di seconda classe nel ruolo dell'Amministrazione provinciale delle tasse sugli affari, in applicazione del R. decreto 18 dicembre 1930, n. 1733;
Tenuto conto dei posti messi a concorso e non coperti, nonchè dei posti resisi vacanti successivamente al 20 dicembre 1930;

Decreta:

Art. 1.

È indetto un concorso per esami a 50 posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* dell'Amministrazione provinciale delle tasse sugli affari.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso anzidetto gli aspiranti debbono essere forniti di uno dei seguenti titoli di studio:
1° diploma di maturità classica o scientifica;
2° diploma di abilitazione del corso superiore di Istituto tecnico (Sezione commercio e ragioneria);
3° diploma di licenza rilasciato dai Regi istituti commerciali (perito e ragioniere commerciale).
Sono ritenuti validi anche i diplomi di licenza liceale e di Istituto tecnico (Sezione ragioneria e fisico matematica) conseguiti ai termini degli ordinamenti scolastici preesistenti a quelli attuali.
Non sono ammessi titoli di studio equipollenti, salvo i titoli riconosciuti corrispondenti a quelli indicati, rilasciati dalle scuole medie del cessato Impero austro-ungarico.

Art. 3.

L'esame consterà di tre prove scritte e di una orale, in base al programma allegato al presente decreto. Le prove scritte avranno luogo nei giorni 11, 13 e 14 giugno 1932 e si svolgeranno presso le Intendenze di finanza di Ancona, Bari, Cagliari, Catania, Catanzaro, Firenze, Genova, Milano, Napoli, Palermo, Roma, Torino e Venezia; quelle orali in Roma presso il Ministero delle finanze nei giorni che saranno all'uopo fissati.

Art. 4.

Le domande di ammissione al concorso, scritte su carta da bollo di L. 5 e firmate dagli aspiranti di pugno proprio dovranno essere presentate alle Intendenze di finanza, entro il termine di 90 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.
Le Intendenze provveduto, ove occorra, tempestivamente a fare regolarizzare le domande insufficientemente documentate o corredate da documenti non regolari, le trasmetteranno al Ministero delle finanze (Direzione generale delle tasse sugli affari) man mano che le avranno ricevute, con l'indicazione del giorno in cui furono presentate.
Nelle domande gli aspiranti dovranno altresì designare la sede tra quelle indicate nell'articolo precedente, presso la quale desiderano sostenere le prove scritte.

Art. 5.

A corredo delle domande dovranno essere prodotti i seguenti documenti debitamente legalizzati:
1° estratto dell'atto di nascita su carta da bollo di L. 7, da cui risulti che l'aspirante, alla data del presente decreto, abbia compiuto il 18° anno e non oltrepassato il 28° anno di età.
Per gli aspiranti che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-1918 il limite massimo di età è elevato a 33 anni; per i mutilati ed invalidi di guerra o per la causa nazionale e per gli ex combattenti decorati al valore militare tale limite è protratto fino al 39° anno di età.
Per i candidati che siano impiegati di ruolo in servizio dello Stato e per il personale dipendente dal Ministero delle finanze in qualità di avventizio, giornaliero, cottimista od altra assimilabile, non è richiesta la condizione dei limiti di età;
2° certificato di cittadinanza italiana e di godimento dei diritti politici, rilasciato su carta da bollo di L. 3 dal podestà del Comune di origine.
Agli effetti del presente decreto, sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non regnicoli e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta in virtù di decreto Reale;
3° certificato generale del casellario giudiziario su carta da bollo di L. 10;
4° certificato di buona condotta morale, civile e politica, in carta da bollo di L. 3, da rilasciarsi dal podestà del Comune ove l'aspirante risiede da un anno e, in caso di residenza per un tempo minore, altro certificato del podestà o dei podestà dei Comuni ove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno;
5° certificato medico rilasciato da un medico militare o provinciale o dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica.
Nel caso che l'aspirante abbia una qualsiasi imperfezione, questa deve essere specificatamente menzionata, con dichiarazione che essa non menoma l'attitudine fisica all'impiego pel quale concorre.
L'Amministrazione potrà sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia.
I candidati invalidi di guerra o minorati per la causa nazionale produrranno il certificato dell'autorità sanitaria, di cui all'articolo 14, n. 3, del R. decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dal successivo art. 15;
6° foglio di congedo illimitato, ovvero certificato di esito di leva o d'iscrizione nelle liste di leva.
I candidati ex combattenti od invalidi di guerra devono produrre copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare, annotato delle benemerenze di guerra.
Gli orfani di guerra, gli invalidi per la causa nazionale, i figli degli invalidi di guerra, le vedove e le sorelle nubili dei caduti in guerra o per la causa nazionale devono dimostrare la loro qualità mediante certificato, su carta da bollo di L. 3, del podestà del Comune, in cui essi hanno il domicilio o l'attuale residenza;
7° diploma originale o copia autentica di uno dei titoli di studio indicati nel precedente art. 2;
8° stato di famiglia su carta da bollo di L. 3 rilasciato dal podestà del Comune ove il candidato ha il suo domicilio. Tale documento dovrà essere prodotto dai candidati coniugati con o senza prole o dai vedovi con prole;
9° fotografia del candidato con la sua firma, autenticata dal podestà o da un notaio, quando il candidato non sia provvisto di libretto ferroviario.
I candidati in servizio straordinario, aventi titolo a partecipare al concorso, debbono esibire inoltre un certificato da rilasciarsi dal capo dell'ufficio, presso il quale prestano servizio, da cui risultino gli estremi dell'autorizzazione all'assunzione in servizio straordinario, nonchè la data d'inizio, la durata e la qualità del servizio stesso.

Art. 6.

I candidati che già appartengono alle Amministrazioni statali, come impiegati di ruolo, possono limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 6, 7 e 9, insieme a copia dello stato di servizio rilasciata ed autenticata dai superiori gerarchici.
I concorrenti che si trovino alle armi per obbligo di leva possono esibire, in luogo dei documenti di cui ai numeri 2, 4 e 5, un certificato rilasciato su carta da bollo di L. 3, dal comandante del Corpo, al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la idoneità fisica a coprire il posto, al quale aspirano.
I documenti di cui ai numeri 2, 3, 4 e 5 dell'articolo precedente dovranno essere di data non anteriore ai tre mesi da quella del presente decreto.
La legalizzazione delle firme non è richiesta per i certificati rilasciati o vidimati dal Governatore di Roma.

Art. 7.

Non sono ammessi al concorso i candidati che faranno pervenire la domanda ed i documenti oltre il termine prescritto o li invieranno non completi o irregolari. Non si ammettono riferimenti a documenti presentati ad altre Amministrazioni, ad eccezione del titolo originale di studio.
L'ammissione al concorso può essere negata con decreto Ministeriale non motivato ed insindacabile.

Art. 8.

La Commissione esaminatrice sarà composta ai termini dell'articolo 28 del R. decreto 12 maggio 1930, n. 684.
Per quanto concerne lo svolgimento delle prove scritte ed orali si osserveranno le disposizioni del capo VI del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, nonchè quelle dell'art. 9 del citato R. decreto 12 maggio 1930.

Art. 9.

Alla prova orale saranno ammessi i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse. Nella prova orale dovranno conseguire almeno la votazione di sei decimi.
La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto in quella orale.
La graduatoria dei vincitori del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva.

A parità di merito saranno osservate le disposizioni dell'articolo 21 del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, e successive variazioni, nonchè quelle dell'art. 1 della legge 6 giugno 1929, n. 1024.

Restano ferme le disposizioni dell'art. 8 della legge 21 agosto 1921, n. 1312, e relative estensioni e dell'art. 13 del R. decreto 3 gennaio 1926, n. 48, a favore degli invalidi di guerra e degli ex combattenti.

Art. 10.

La graduatoria dei vincitori del concorso sarà approvata con decreto Ministeriale da pubblicarsi sul Bollettino ufficiale del personale.

Sugli eventuali reclami relativi alla precedenza dei concorrenti, da presentarsi non oltre il termine di giorni 15 dalla pubblicazione della graduatoria, decide, in via definitiva, il Ministro per le finanze, sentita la Commissione esaminatrice.

I concorrenti che abbiano superati gli esami ed eccedano il numero dei posti messi a concorso non acquistano alcun diritto a coprire i posti che si facciano successivamente vacanti.

L'Amministrazione ha però facoltà di assegnare ai predetti concorrenti, secondo l'ordine di graduatoria, i posti che si rendono disponibili entro sei mesi dall'approvazione della graduatoria stessa, nel limite massimo di un decimo di quelli messi a concorso.

Art. 11.

I vincitori del concorso saranno nominati volontari nel ruolo di gruppo B dell'Amministrazione provinciale delle tasse sugli affari, ad eccezione di quelli che si trovino nelle condizioni di cui al 3° comma dell'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, i quali vengono nominati procuratori di seconda classe con riserva di anzianità. Gli altri, se riconosciuti idonei dal Consiglio di amministrazione, conseguiranno la nomina a procuratori di seconda classe dopo un periodo di prova non inferiore a sei mesi.

Art. 12.

A coloro che conseguono la nomina a volontari compete esclusivamente il rimborso della sola spesa personale di viaggio in seconda classe, per raggiungere la residenza che verrà loro assegnata, nonchè un assegno lordo mensile di L. 616, e l'aggiunta di famiglia, in quanto ne abbiano diritto, secondo le vigenti disposizioni.

Qualora siano destinati a prestar servizio nel luogo del loro domicilio, l'assegno è di L. 350 mensili.

Quelli che provengono da altre Amministrazioni statali conservano il trattamento stabilito dall'ultimo comma dell'art. 1 del Regio decreto 10 gennaio 1926, n. 46.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti, e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 27 gennaio 1932 - Anno X

Il Ministro: MOSCONI.

PROGRAMMA DELL'ESAME DI CONCORSO

PER VOLONTARIO NELLA CARRIERA DEL PERSONALE DELLE TASSE SUGLI AFFARI

(GRUPPO B).

Prove scritte.

Parte I:

1. Nozioni di diritto costituzionale.
2. Nozioni di diritto amministrativo e corporativo.

Parte II:

1. Istituzioni di diritto civile e commerciale.

Parte III:

1. Principî di economia politica e scienza delle finanze.

Prova orale.

La prova orale, oltre che sulle materie oggetto delle prove scritte, verterà anche sulle seguenti materie:

1. Nozioni generali di procedura civile.
2. Nozioni generali sulle leggi relative alle tasse di registro, di bollo, di successione ed all'amministrazione ed alienazione dei beni patrimoniali.
3. Principî generali sull'amministrazione del patrimonio e contabilità generale dello Stato.

Il Ministro: MOSCONI.

(471)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 117.

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sotto indicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 142 — Data: 22 agosto 1931 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Salerno — Intestazione: Rossini Luigi fu Nicola, Commissario Prefettizio per conto del comune di Sicignano degli Alburni — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Rendita: L. 700, consolidato 3,50%, con decorrenza dal 1° ottobre 1930.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 303 — Data: 8 maggio 1931. — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Campobasso — Intestazione: Foglia Rino fu Raffaele - Campobasso; per conto di Del Corpo Domenico di Francesco — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Rendita: L. 21, consolidato 3,50%, con decorrenza dal 1° gennaio 1927.

Ai termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, 16 febbraio 1932 - Anno X

Il direttore generale: CIARROCCA.

(456)

MINISTERO DELLE FINANZE

Accreditamento di notaio.

Con decreto del Ministro per le finanze in data 31 gennaio 1932-X, il sig. Terrizzani Luigi fu Giuseppe, notaio residente ed esercente in Savona è stato accreditato presso quella Intendenza di finanza per le operazioni di Debito pubblico e della Cassa depositi e prestiti.

(470)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

N. 35.

Media dei cambi e delle rendite
del 13 febbraio 1932 - Anno X

Francia	76.25	Oro	371.24
Svizzera	377 —	Belgrado	—
Londra	66.575	Budapest (Pengo)	—
Olanda	7.79	Albania (Franco oro)	—
Spagna	152.62	Norvegia	3.68
Belgio	2.70	Russia (Cervonetz)	—
Berlino (Marco oro)	4.602	Svezia	3.72
Vienna (Schillinge)	—	Polonia (Sloty)	215 —
Praga	57.50	Danimarca	3.66
Romania	11.50	Rendita 3,50 %	73.725
Peso Argentino Oro	—	Rendita 3,50 % (1902)	69.60
Peso Argentino Carta	4.90	Rendita 3 % lordo	46.175
New York	19.24	Consolidato 5 %	82.125
Dollaro Canadese	16.67	Obblig. Venezie 3,50%	83.40

BANCA

Capitale nominale L. 500,000,000

Situazione al 20

ATTIVO.			DIFFERENZE con la situazione al 10 gennaio 1932-X (migliaia di lire)
Oro in cassa . . . L.		5.626.334.598.60	+ 3
Altre valute auree:			
Crediti su l'estero . . . L.	1.551.904.843,88		— 60.238
Buoni del tesoro di Stati esteri e biglietti di Banche estere »	491.517.818,28		—
		2.043.422.662,16	— 60.238
Riserva totale . . . L.		7.669.757.260,76	— 60.235
Oro depositato all'estero dovuto dallo Stato . . . »		1.772.798.105 —	
Cassa . . . »		282.338.459,86	+ 3.546
Portafoglio su piazze italiane . . . »		4.364.235.630,58	— 205.227
Effetti ricevuti per l'incasso . . . »		5.087.189,50	+ 145
Anticipazioni: su titoli dello Stato, titoli garantiti dallo Stato e cartelle fondiarie . . . L.	898.027.493,04		+ 11.767
Anticipazioni: su sete e bozzoli . . . »	538.528,85		+ 377
		898.566.021,89	+ 12.144
Titoli dello Stato e garantiti dallo Stato di proprietà della Banca . . . L.		1.370.042.914,75	— 5.132
Titoli di pertinenza della Cassa auton d'ammortamento del Deb. pubbl. int. . . »		—	—
Conti correnti attivi nel Regno:			
prorogati pagamenti alle stanze di compensazione . . . L.	10.976.403,07		— 16.837
altri . . . »	32.974.014,68		+ 71
		43.950.417,75	— 16.766
Credito di interessi verso l'Istituto di liquidazioni . . . L.		369.907.771,05	—
Azionisti a saldo azioni . . . »		200.000.000 —	—
Immobili per gli uffici . . . »		172.161.701,46	+ 1.213
Istituto di liquidazioni . . . »		1.565.637.712,75	—
Partite varie:			
Fondo di dotazione del Credito fondiario . . . L.	30.000.000 —		—
Impiego della riserva straordinaria patrimoniale . . . »	32.485.000 —		—
Impiego della riserva speciale azionisti . . . »	89.295.073,77		+ 119
Impiego fondo pensioni . . . »	220.894.482,37		+ 293
Impiego in titoli Istituto di liquidazioni . . . »	369.907.771,05		—
Debitori diversi . . . »	472.852.737,27		+ 26.254
		1.215.435.064,46	+ 26,669
Spese . . . L.		15.142.319,74	+ 14.636
L.		19.945.060.569,55	
Depositi in titoli e valori diversi . . . »		27.694.352 057,44	— 1.538.436
L.		47.639.412.626,99	
Partite ammortizzate nei passati esercizi . . . »		391.339.232,87	— 1.572
TOTALE GENERALE . . . L.		48.030.751.859,86	

Saggio normale dello sconto 7 per cento (dal 28 settembre 1931-IX).

Il governatore: AZZOLINI.

(8157)

D'ITALIA

Versato L. 300,000,000.

---

gennaio 1932 (X)

PASSIVO.

				DIFFERENZE con la situazione al 10 gennaio 1932-X (migliaia di lire)
Circolazione dei biglietti . . . . . L.		13.768.570.400 —	—	444.679
Vaglia cambiari e assegni della Banca . . . . »		499.500.234,74	+	187.469
Depositi in conto corrente . . . . . »		2.022.102.249,16	+	78.316
Conto corrente del Regio tesoro . . . . . »		300.000.000 —		—
Totale partite da coprire . . . L.		16.590.172.883,90	—	228.894
Capitale . . . . L.		500.000.000 —		—
Massa di rispetto . . . . »		100.000.000 —		—
Riserva straordinaria patrimoniale . . . . »		32.500.000 —		—
Conti correnti vincolati . . . . . »		343.713.048,27	+	144.739
Conto corrente del Regio tesoro, vincolato . . . »		1.019.991.072,86	—	145.231
Istituto di liquidazioni - conto Titoli . . . . »		369.907.771,05		—
Cassa Autonoma d'Ammortamento del Debito Pubbl. interno – conto corrente . »		52.930.768,41	+	3.643
Cassa Autonoma d'Ammortamento del Debito Pubbl. interno – conto titoli. »		—		—
Partite varie:				
Riserva speciale di proprietà degli azionisti . . . L.	93.057.039,76		—	13
Fondo speciale azionisti investito in immobili per gli uffici »	46.000.000 —			—
Creditori diversi . . . . »	640.194.909,26		—	4.427
		779.251.949,02	—	4.440
Rendite del corrente esercizio . . . . . L.		78.782.806,02	+	1.175
Utili netti dell'esercizio precedente . . . . »		77.810.270,02		—
L.		19.945.060.569,55		
Depositanti . . . . »		27.694.352.057,44	—	1.538.436
L.		47.639.412.626,99		
Partite ammortizzate nei passati esercizi . . . . »		391.339.232,87	—	1.592
TOTALE GENERALE . . . L.		48.030.751.859,86		

Rapporto della riserva ai biglietti in circolazione ed a ogni altro impegno a vista 46,23 %.

Rapporto dell'oro ai biglietti in circolazione 40,86 %.

p. *Il ragioniere generale*: G. Rosai.

MINISTERO DELL' EDUCAZIONE NAZIONALE

Elenco delle persone che nell'anno scolastico 1930-31 hanno conseguito nei modi previsti dal regolamento 9 dicembre 1926, n. 2480, l'abilitazione all'esercizio professionale dell'insegnamento medio.

(Concorsi ed esami di abilitazione banditi con decreto interministeriale 14 marzo 1931-IX).

Lingua e letteratura italiana e latina, storia e geografia in qualunque scuola media di primo grado.

N.	Nome		Punti	
1.	Giovannetti Anna	con punti	72 —	su 75
2.	Vezzoli Giovanni	»	72 —	»
3.	Dore Maria Cristina	»	71 —	»
4.	Dulio Ernesta	»	71 —	»
5.	Lentini Clementina	»	70 —	»
6.	Grita Gina	»	70 —	»
7.	Antonelli Maria	»	70 —	»
8.	Scota Silvia	»	69 —	»
9.	Chiesa Mario	»	69 —	»
10.	Beltrami Fanni	»	69 —	»
11.	Marcori Angiolo	»	69 —	»
12.	Prati Roberto	»	68 —	»
13.	Perotti Aurelia	»	68 —	»
14.	Berrettoni Maria	»	67 —	»
15.	Mariani Maria Pia	»	67 —	»
16.	Pasqualini Carolina Anna	»	67 —	»
17.	Antonucci Margherita	»	67 —	»
18.	Panicali Maria Luisa	»	67 —	»
19.	D'Alessio Bianca	»	67 —	»
20.	Vassalini Catterina	»	66 —	»
21.	Tanteri Vito	»	66 —	»
22.	Ghelli Maria Elena	»	66 —	»
23.	Werthmüller Rosa Maria	»	66 —	»
24.	Parrinello Vita Elena	»	66 —	»
25.	Zorzi Maria Antonietta	»	66 —	»
26.	Lippini Daniela	»	66 —	»
27.	Malizia Filomena	»	65,25	»
28.	Scordamaglia Vincenzo	»	65 —	»
29.	Piazza Lia	»	65 —	»
30.	Pipitone Olga	»	65 —	»
31.	Geraci Domenico	»	65 —	»
32.	Ferrari Maria	»	65 —	»
33.	Riccardi Maddalena	»	65 —	»
34.	Spinetti Adele	»	65 —	»
35.	Delorenzi Lorenzo	»	64 —	»
36.	Melograni Matilde	»	64 —	»
37.	Foglietti Clara	»	64 —	»
38.	Mazzotta Maria	»	63 —	»
39.	Rossi Ada	»	63 —	»
40.	Pedrazzoli Ferruccio	»	63 —	»
41.	Rossi Lucia	»	63 —	»
42.	Franceschini Elda	»	63 —	»
43.	Aguzzi Lia	»	63 —	»
44.	Di Benedetto Angela	»	63 —	»
45.	Benevento Teresa	»	63 —	»
46.	Palma Maria	»	63 —	»
47.	Serafino Giuseppe Maria	»	63 —	»
48.	Puma Caterina	»	63 —	»
49.	Flaccomio Carolina	»	63 —	»
50.	Horloch Ersilia	»	62 —	»
51.	De Michelis Luce	»	62 —	»
52.	Soldati Emidio	»	62 —	»
53.	Sciavicco Giovanni	»	62 —	»
54.	Frezza Bianca	»	62 —	»
55.	Mattioli Giulia	con punti	62 —	su 75
56.	Casella Carmela	»	62 —	»
57.	Mura Elena	»	62 —	»
58.	Balata Angelina	»	62 —	»
59.	Flaiani Dora	»	62 —	»
60.	Marich Mario	»	62 —	»
61.	Persi Irma	»	62 —	»
62.	Berti Mario	»	62 —	»
63.	Sadun Adriana	»	62 —	»
64.	Zagni Gabriella	»	62 —	»
65.	Mussini Clara	»	61,25	»
66.	Febbroni Olimpio	»	61 —	»
67.	Mastroiacovo Teresa	»	61 —	»
68.	Lamberti Giovanni	»	61 —	»
69.	Falciatore Bianca	»	61 —	»
70.	Dongili Luigi	»	61 —	»
71.	Bisanti Antonia	»	61 —	»
72.	Cattani Guglielma	»	61 —	»
73.	Cenname Angelina	»	61 —	»
74.	Manusardi Camilla	»	61 —	»
75.	Fiorini Luisa	»	61 —	»
76.	Beretta Irene	»	61 —	»
77.	Giuliani Elvira	»	61 —	»
78.	Lanfreddi Carla	»	61 —	»
79.	Ferlosio Roberto	»	61 —	»
80.	Boccaleri Maria	»	60,25	»
81.	Romiti Livia	»	60 —	»
82.	Bressan Enrico	»	60 —	»
83.	Pallotti Luigia	»	60 —	»
84.	de Notaristefani Marianna	»	60 —	»
85.	Schizzi Armanda	»	60 —	»
86.	Brensacchi Amabile	»	60 —	»
87.	Caini Bianca	»	60 —	»
88.	Porrello Elena	»	60 —	»
89.	Spadoni Margherita	»	60 —	»
90.	Morelli Carolina	»	60 —	»
91.	Mombellardi Francesca	»	60 —	»
92.	Romanelli Antonietta	»	60 —	»
93.	Basaglia Elena	»	60 —	»
94.	Torrini Maria	»	60 —	»
95.	Caucci Cesira	»	60 —	»
96.	Siccardi Maria Luigia	»	60 —	»
97.	Davico Angelina	»	60 —	»
98.	Azzi Maria	»	60 —	»
99.	Biadene Ada	»	59,25	»
100.	Crescenzi Olga	»	59,25	»
101.	Amicarelli Ulrica	»	59,25	»
102.	Vota Mario	»	59 —	»
103.	Parrotta Concetta	»	59 —	»
104.	Carminati Maria	»	59 —	»
105.	Lo Cascio Rosa	»	59 —	»
106.	Colao Vittore	»	59 —	»
107.	Cesati Carolina	»	59 —	»
108.	Anghinoni Ferdinando	»	59 —	»
109.	Fasola Maria Luisa	»	59 —	»
110.	Gagliuolo Fernando	»	59 —	»
111.	Carta Maria Stella	»	59 —	»
112.	Conti Elisabetta	»	59 —	»
113.	Nardillo Maria	»	59 —	»
114.	Fagetti Fabia	»	59 —	»
115.	Rolfo Natale	»	58 —	»
116.	Tore Maria Rosaria (di Raimondo)	»	58 —	»
117.	Lopriore Giuseppe	»	58 —	»
118.	Fabris Giannina	»	58 —	»
119.	Maio Giovanni	»	58 —	»
120.	Pagliari Gualtero	»	58 —	»
121.	Restori Stella	»	58 —	»

122. Mosca Luigia . . . . con punti 58 — su 75
123. Sandri Aida . . . . » 58 — »
124. Romanelli Maria . . . . » 58 — »
125. Castellani Fernanda . . . . . . » 58 — »
126. Cremonesi Giovanni . . . . . . » 58 — »
127. Cimino Anna . . . . » 58 — »
128. Riva Teresa . . . . » 58 — »
129. Ferraro Eugenia . . . . » 58 — »
130. Fazio Silva . . . . » 58 — »
131. Veneziani Cornelia . . . . . . » 58 — »
132. Campanella Elvira . . . . » 58 — »
133. Zanotti Maria Antonietta . . . . . » 57 — »
134. Dorigo Miranda . . . . » 57 — »
135. Sesti Elena . . . . » 57 — »
136. Muttoni Domenico . . . . » 57 — »
137. Gaffuri Siro . . . . » 57 — »
138. Guarini Lidia . . . . » 57 — »
139. Doliana Anna . . . . » 57 — »
140. Gaglio Antonietta . . . . » 57 — »
141. Baroncelli Giovanna . . . . . . » 57 — »
142. Biso Giuseppina . . . . » 57 — »
143. Frasson Maria . . . . » 57 — »
144. Morello Afra . . . . » 57 — »
145. Garzia Matilde . . . . » 57 — »
146. Busnardo Rachele . . . . » 57 — »
147. Bizzi Carlotta . . . . » 57 — »
148. Artale di Collalto Maria Vittoria . . » 56 — »
149. Dalla Andreina . . . . » 56 — »
150. Venier Virgilio . . . . » 56 — »
151. Regina Antonio . . . . » 56 — »
152. Parmeggiani Nella . . . . » 56 — »
153. Decò Clara Angela . . . . » 56 — »
154. Pieri Anna . . . . » 56 — »
155. Sacchi Maria . . . . » 56 — »
156. Balboni Imelde . . . . » 56 — »
157. Cammelli Maria . . . . » 56 — »
158. Massari Amalia . . . . » 56 — »
159. Gaetani Angelo . . . . » 56 — »
160. Colapinto Anna . . . . » 56 — »
161. Tedeschi Nicola . . . . » 56 — »
162. Straneo Vittoria . . . . » 56 — »
163. Sannoner Amalia . . . . » 56 — »
164. Di Salvo Elisabetta . . . . . . » 56 — »
165. Critelli Filomena . . . . » 56 — »
166. Dalla Valle Egle . . . . » 56 — »
167. Scuderi Elsa . . . . » 56 — »
168. Basilea Sandra . . . . » 55,50 »
169. Luzzatto Iolanda . . . . » 55 — »
170. Natale Anna . . . . » 55 — »
171. Zanghi Rosario . . . . » 55 — »
172. Benzi Anna Maria . . . . » 55 — »
173. Testa Maria Pia . . . . » 55 — »
174. Steinmayr Gabrielle . . . . . . » 55 — »
175. Muciaccia Vito . . . . » 55 — »
176. Balsano Crocifissa . . . . . . » 55 — »
177. Mingione Rosa . . . . » 55 — »
178. Dorani Giuseppe . . . . » 54 — »
179. Greco Maddalena . . . . » 54 — »
180. Cianflone Gregorio . . . . . . » 54 — »
181. Rivera Vittoria . . . . » 54 — »
182. Sinatra Silvia . . . . » 54 — »
183. Turazza Iole . . . . » 54 — »
184. Marcellino Jolanda . . . . . . » 54 — »
185. Rugiadi Anna Maria . . . . . . » 54 — »
186. Pirajno Emanuela . . . . » 54 — »
187. Sommantico Angela . . . . . . » 54 — »
188. Augugliaro Antonia . . . . . . » 53 — »
189. Giovannoli Mariagrazia . . . . . con punti 53 — su 75
190. Pesce Giacinta . . . . » 53 — »
191. Mina Irene . . . . » 53 — »
192. Flaiani Berarda . . . . » 53 — »
193. Della Valentina Irma . . . . . . » 53 — »
194. Cannavò Venera . . . . » 53 — »
195. Pucci Italia . . . . » 52 — »
196. Massa Palmira . . . . » 52 — »
197. Anelli Elisa . . . . » 52 — »
198. Ajroldi Maria Antonietta . . . . . » 52 — »
199. Conati Virginia . . . . » 52 — »
200. Vianello Natale . . . . » 52 — »
201. Romeri Caterina . . . . » 52 — »
202. Tarchetti Maria . . . . » 52 — »
203. Trigilia Lucia . . . . » 52 — »
204. Rosmo Giovanna . . . . » 52 — »
205. Colesanti Anna . . . . » 52 — »
206. Sirio Brigiani Iole . . . . . . » 52 — »
207. Lorenzini Anna Maria . . . . . . » 52 — »
208. Salvitti Francesco Romolo . . . . . » 51 — »
209. Kompatscher Luigi . . . . » 51 — »
210. Scaramella Evelina . . . . . . » 51 — »
211. Abbatantuono Anna . . . . . . » 51 — »
212. Horn Lidia . . . . » 51 — »
213. Dall'Olio Maria . . . . » 51 — »
214. Bellanca Andrea . . . . » 51 — »
215. Bottino Alfio . . . . » 50 — »
216. Frosini Margherita . . . . » 50 — »
217. Aglietti Giuseppina . . . . . . » 50 — »
218. La Scola Giuseppina . . . . . . » 50 — »
219. Comunale Italo . . . . » 50 — »
220. Barbieri de 'Introini Antonia . . . . » 50 — »
221. Triaca Raffaella . . . . » 50 — »
222. Tori Maria Augusta . . . . . . » 50 — »
223. De Luca Erminia . . . . » 50 — »
224. Felici Luigi . . . . » 50 — »
225. Ferrer Ciro . . . . » 50 — »
226. Del Signore Fernanda . . . . . . » 50 — »
227. Carlini Cecilia . . . . » 50 — »
228. Rozera Teresa . . . . » 50 — »
229. Sorcinelli Clara . . . . » 50 — »
230. de Marinis Amina . . . . » 50 — »
231. Borlandi Lorenzina . . . . . . » 49 — »
232. Cappellani Antonino . . . . . . » 49 — »
233. Cattani Maria . . . . » 48 — »
234. Marzano Maddalena . . . . . . » 48 — »
235. Detomatis Vincenzo . . . . . . » 48 — »
236. Ricci Floria . . . . » 48 — »
237. Iosia Angelo . . . . » 48 — »
238. Bernabei Mario . . . . » 48 — »
239. Macri Angelina . . . . » 48 — »
240. Sacerdote Laura . . . . » 48 — »
241. Belliotti Lucia . . . . » 47 — »
242. Grifoni Raniero . . . . » 47 — »
243. Miceli Pia . . . . » 47 — »
244. Da Vià Paolina . . . . » 46 — »
245. Simonetti Maria Teresa . . . . . » 46 — »
246. Di Iorio Salvatore . . . . . . » 45 — »
247. Gallerano Vincenzo . . . . . . » 45 — »
248. De Marzo Teodolinda . . . . . . » 45 — »
249. Mauriello Vincenzo . . . . . . » 45 — »
250. Grignolo Egidio . . . . » 45 — »
251. Cecchini Clara . . . . » 45 — »
252. Petroni Giuseppe . . . . » 45 — »
253. Venturini Maria . . . . » 45 — »
254. Profumi Vittorio . . . . » 45 — »

		con punti	su
255.	Graffeo Antonino	45 —	75
256.	Grassi Rosa	45 —	»
257.	Giglioli Maria	45 —	»

Lingua e letteratura italiana, latina e greca, storia e geografia in qualunque scuola media.

		con punti	su
1.	Godina Alice	72 —	75
2.	Pescani Pietro	63 —	»
3.	Parmeggiani Nella	61,30	»
4.	Pontil Costantina	60 —	»
5.	Romeri Caterina	60 —	»
6.	Ferrer Ciro	60 —	»
7.	Sacerdote Laura	60 —	»
8.	Picotti Maria Clotilde	59,55	»
9.	Sbordone Francesco	59,50	»
10.	Dal Negro Alvise	59 —	»
11.	Lippini Daniele	59 —	»
12.	Azzi Maria	59 —	»
13.	Pini Giuseppina	58,25	»
14.	Massa Palmira	58 —	»
15.	Geraci Domenico	58 —	»
16.	Mazzotta Maria	57 —	»
17.	Fortina Marcello	57 —	»
18.	Gigli Matelda	56,75	»
19.	Flaccomio Carolina	56,50	»
20.	Cardinaletti Lidia	55 —	»
21.	Barbi Silvana	54,75	»
22.	Basilea Sandra	50 —	»
23.	Pesce Giacinta	50 —	»
24.	Bianco Agostino	49 —	»
25.	Danielli Daniele	49 —	»
26.	Vittorangeli Clelia	49 —	»
27.	Horn Lidia	49 —	»
28.	Montalbetti Speranza	48 —	»
29.	Bartoccelli Giulia	48 —	»
30.	Gallotti Carla	48 —	»
31.	Rugiadi Anna Maria	48 —	»
32.	Horloch Ersilia	47 —	»
33.	Puma Caterina	47 —	»
34.	Sciavicco Giovanni	45 —	»
35.	Cristallini Enrica	45 —	»
36.	Relleva Paolina	45 —	»
37.	Castaldo Maria	45 —	»
38.	Spinelli Luisa	45 —	»
39.	Crescenzi Olga	45 —	»
40.	Giuliani Amalia	45 —	»
41.	De Palatis Maria	45 —	»

Lingua e letteratura greca e latina in qualunque scuola media.

		con punti	su
1.	Godi Silvio	72 —	75
2.	Sbordone Francesco	65 —	»
3.	de Marco Vittorio	64 —	»
4.	Riccomagno Leone	64 —	»
5.	Canesi Luigi	56 —	»

Lingua e letteratura italiana e storia, in qualunque scuola media.

		con punti	su
1.	Caccialupi Rosa	89 —	100
2.	Marcenaro Caterina	87 —	»
3.	Dollo Corrado	86 —	»
4.	Antonetti Angelo	83 —	»
5.	Muttoni Domenico	82 —	»
6.	Ursomando Olga	81 —	»
7.	Tarozzi Laura	78 —	»
8.	Gaglio Antonietta	78 —	»
9.	Quadri Elisa	77 —	»
10.	Colao Vittore	77 —	100
11.	Vicquery Maria	77 —	»
12.	Farinelli Giuseppina	77 —	»
13.	Fratini Dino	76 —	»
14.	Vaglia Valeria	76 —	»
15.	Boccassino Renato	75 —	»
16.	Nassi Lina	75 —	»
17.	Meneghelli Attilio	74 —	»
18.	Gravellone Maria	74 —	»
19.	Gabrielli Alessandrina	74 —	»
20.	Coccoli Luisa	74 —	»
21.	Maddalena Angiola Maria	74 —	»
22.	Gabardini Ilda	73 —	»
23.	Rollero Rosa	73 —	»
24.	Bruscoli Nicola	73 —	»
25.	Frugoni Elisa	73 —	»
26.	Frasca Carmelina	73 —	»
27.	Montefusco Maria	73 —	»
28.	Gherardi Cesare	73 —	»
29.	Cordua Ines	73 —	»
30.	Toracca Paolina	72 —	»
31.	Balestrazzi Agostino	72 —	»
32.	Andreani Lea	72 —	»
33.	Gaj Maria	72 —	»
34.	Ajroldi Maria Antonietta	71 —	»
35.	Gilli Laura	71 —	»
36.	Costamagna Antonio	71 —	»
37.	Turchi Mario	71 —	»
38.	Ricciardi Ada	71 —	»
39.	Landini Renata	71 —	»
40.	Colesanti Anna	71 —	»
41.	Costa Giovanna	70 —	»
42.	Zimei Artemisia	70 —	»
43.	Soliani Virginia	69 —	»
44.	Francesconi Annita	69 —	»
45.	D'Amico Giacomo	68 —	»
46.	Piroddi Giulio	68 —	»
47.	Ranza Marcellina	68 —	»
48.	Ronda Anna	68 —	»
49.	Anastasia Maria	68 —	»
50.	Rocchia Maria Eulalia	68 —	»
51.	Gurovich Nina	68 —	»
52.	Scelfo Maria Iolanda	68 —	»
53.	Olivieri Arduino	67 —	»
54.	Rastrelli Luisa	67 —	»
55.	Giretti Ida	67 —	»
56.	De Stefanis Maria	67 —	»
57.	Santè Maria	66 —	»
58.	Ciampi Nerina	66 —	»
59.	Passano Angela	65 —	»
60.	Pistone Filippa	65 —	»
61.	Vismara Giuseppina	64 —	»
62.	Califano Mattia	63 —	»
63.	Grosso Cristina	63 —	»
64.	Alterio Ada	63 —	»
65.	Rostaing Laura	62 —	»
66.	Tarchini Pietro	62 —	»
67.	Rovatti Eugenia	62 —	»
68.	Armand Giulia Clara	61 —	»
69.	Giommi Olga	61 —	»
70.	Mazzanti Albertina	60 —	»

Lingua e letteratura italiana e latina e storia in qualunque scuola media.

		con punti	su
1.	Massi Umberto	60,25	75
2.	Azzoni Alfredo	60,10	»
3.	Argenta Celestino	60 —	»

N.	Nome		Punti	
4.	Matarrese Fortunato	con punti	60 —	su 75
5.	Todaro Faranda Giuseppa	»	60 —	»
6.	Altucci Carlo	»	59 —	»
7.	Pane Antonino	»	58,50	»
8.	Caramel Ultimo Attilio	»	58,25	»
9.	Redaelli Alfredo	»	58 —	»
10.	Bianchi Federiga	»	58 —	»
11.	Di Bella Salvatore	»	57,15	»
12.	Dorini Adele	»	57 —	»
13.	Sterpa Settimio	»	57 —	»
14.	Ciochetti Luigi Paolo	»	56 —	»
15.	Lamberti Giovanni	»	54,50	»
16.	Biuso Vincenzo	»	54,50	»
17.	Bartolucci Antonia	»	54,50	»
18.	Rocchia Maria Eulalia	»	54 —	»
19.	Rossi Luigi	»	53,50	»
20.	Pagliani Ada	»	53 —	»
21.	Bellanca Andrea	»	52,50	»
22.	Rizzo Oronzo	»	52 —	»
23.	Titone Pio Libero	»	51,50	»
24.	Curi Egidio	»	51 —	»
25.	Olmo Antonino	»	51 —	»
26.	Ajroldi Maria Antonietta	»	50,50	»
27.	Andreoli Ercole	»	49,50	»
28.	Giovannoni Aldo	»	49 —	»
29.	Altomare Leonida	»	48,50	»
30.	Marescalchi Ugo	»	48 —	»
31.	Marrocco Calogero	»	47 —	»
32.	Russo Luigi	»	47 —	»
33.	Abbatantuono Teresa	»	47 —	»
34.	Cottone Guiseppe	»	47 —	»
35.	Comunale Italo	»	47 —	»
36.	Febbroni Olimpio	»	46,50	»
37.	Fratini Dino	»	45 —	»
38.	Gravante Girolamo	»	45 —	»
39.	Cavacchi Giuseppe	»	45 —	»

Filosofia, pedagogia e storia in qualunque scuola media; economia politica nei licei e nei licei scientifici.

N.	Nome		Punti	
1.	Candeloro Giorgio	con punti	73 —	su 80
2.	Giannotti Alfredo	»	71 —	»
3.	Corbani Antonio	»	67 —	»
4.	Albertelli Pilo	»	66 —	»
5.	Tautscher Edoardo	»	62 —	»
6.	Biziak Luigi	»	60 —	»
7.	Olivero Giuseppe	»	59 —	»
8.	Amati Franca	»	58 —	»
9.	Cerioni Agostino	»	57 —	»
10.	Cabibbe Giorgio	»	56 —	»
11.	Caboara Lorenzo	»	54 —	»
12.	Cecchini Lina	»	53 —	»
13.	Debenedetti Augusto	»	52 —	»
14.	Fallato Anna	»	52 —	»
15.	Gasco Giovanni Mario	»	52 —	»
16.	Borlandi Francesco	»	51 —	»
17.	Morando Dante	»	51 —	»
18.	Niccolini Elda	»	50 —	»
19.	Scalera Scintilla	»	50 —	»

Lingua e letteratura francese per tutte le scuole medie di 1° grado.

N.	Nome		Punti	
1.	Quarello Maria	con punti	70 —	su 75
2.	Brunelli Pierina	»	68,50	»
3.	Ferrari Wally	»	62 —	»
4.	Miegge Margherita	»	61 —	»
5.	Rezé Genoveffa	»	59,50	»
6.	Brotto Bianca	con punti	59 —	su 75
7.	Sanguinetti Adriana	»	59 —	»
8.	Ferrero Marcella	»	59 —	»
9.	Galli Elisa Maria	»	57 —	»
10.	Prati Roberto	»	57 —	»
11.	Levi-Mortera Bianca	»	57 —	»
12.	Ribet Anna	»	56 —	»
13.	Dei Giovanna	»	56 —	»
14.	Modigliani Adriana	»	55 —	»
15.	De Petri Maria	»	55 —	»
16.	Bonadiman Leonia	»	53 —	»
17.	Crocini Bianca	»	53 —	»
18.	Tomadini Mery	»	50 —	»
19.	Ruffini Giovanni	»	47 —	»
20.	Costa Giovanna	»	47 —	»
21.	Passeri Maria	»	46 —	»
22.	Borello Adelaide	»	45,50	»

Lingua e letteratura inglese per tutte le scuole medie di 1° grado.

N.	Nome		Punti	
1.	Billour Elena	con punti	72 —	su 75
2.	Philipson Aldo	»	69 —	»
3.	Criarà Luciana	»	69 —	»
4.	Miegge Margherita	»	67 —	»
5.	Rochat Violetta	»	67 —	»
6.	Ferrari Lidia	»	66 —	»
7.	Giordano Maria	»	65 —	»
8.	Pilli Anna Maria	»	64 —	»
9.	Barbone Ada	»	64 —	»
10.	Fargion Anna	»	63 —	»
11.	Merli Teresa	»	63 —	»
12.	Escoffier Maria Teresa	»	62 —	»
13.	Falconi Laura	»	61 —	»
14.	Morelli Angelo	»	61 —	»
15.	de Toma Mafalda	»	59 —	»
16.	Simon Antonio	»	58 —	»
17.	Cannizzo Francesco	»	57 —	»
18.	d'Elia Rosa	»	56 —	»
19.	Vetere Dora	»	55 —	»
20.	Inghilleri Vincenzina	»	55 —	»

Lingua e letteratura tedesca per tutte le scuole medie di 1° grado.

N.	Nome		Punti	
1.	Cologna Anna Maria	con punti	63 —	su 75
2.	Huber Giovannina	»	63 —	»
3.	Welte Edvige	»	61 —	»
4.	Perazzo Corrada	»	59 —	»
5.	Davico Angelina	»	57 —	»
6.	Panzani Tea	»	57 —	»
7.	Brunelli Pierina	»	55 —	»
8.	Sovelius Florence	»	55 —	»
9.	Virgili Emma	»	55 —	»
10.	Weiss Marta	»	53 —	»
11.	Nemi Giuseppe	»	52 —	»
12.	Zalateo Ubaldo	»	51 —	»
13.	Staffler Maria	»	50 —	»
14.	Mezzomonti Irma	»	47 —	»
15.	Blasina Maria	»	46 —	»
16.	Ranacher Giorgio	»	46 —	»
17.	Sandri Amalia	»	46 —	»
18.	Dorfini Giuseppe	»	45 —	»

Lingua e letteratura spagnuola per tutte le scuole medie di 1° grado.

N.	Nome		Punti	
1.	D'Ascia Antonia	con punti	70,45	su 75
2.	Bersani Lina	»	65,90	»

N.	Nome		Punti	
3.	Marenduzzo Elisabetta	con punti	61,60	su 75
4.	Parajno Emanuela	»	61,05	»
5.	Berti Guido	»	59,75	»
6.	Di Marco Luigi	»	57,85	»
7.	Pignati Alfonso	»	49,30	»
8.	Monticelli Pia	»	45 —	»

Sloveno negli istituti medi di 1° grado.

N.	Nome		Punti	
1.	Bekar Emilio	con punti	75 —	su 100

Lingua e letteratura francese per tutte le scuole medie.

N.	Nome		Punti	
1.	Striano Giovanni	con punti	65 —	su 100
2.	Ferrari Wally	»	63 —	»
3.	Noli Rachele	»	60 —	»

Lingua e letteratura inglese per tutte le scuole medie.

N.	Nome		Punti	
1.	Billour Elena	con punti	96 —	su 100
2.	Rochat Violetta	»	92 —	»
3.	Criarà Luciana	»	84 —	»
4.	Pilli Anna Maria	»	83 —	»
5.	Giordano Maria	»	81 —	»
6.	Manfredi Alda	»	79 —	»
7.	Urbahn Augusta Elfriede	»	78 —	»
8.	Baglio Giovanna	»	77 —	»
9.	Merli Teresa	»	76 —	»
10.	Ramello Amilcare	»	75 —	»
11.	Pisana Rosina	»	74 —	»
12.	Barozzi Camilla	»	73 —	»
13.	Menon Mida	»	72 —	»
14.	Aglietti Ernesta	»	71 —	»
15.	Gambari Anna	»	70 —	»
16.	Pescara Lucia	»	67 —	»
17.	Castelnuovo Lina	»	65 —	»

Lingua e letteratura tedesca per tutte le scuole medie.

N.	Nome		Punti	
1.	Urbahn Augusta Elfriede	con punti	62 —	su 75
2.	Enzi Aldo	»	62 —	»
3.	Perazzo Corrada	»	57 —	»
4.	Marzetto Beatrice	»	47 —	»
5.	Culot Luigi	»	46 —	»
6.	Weiss Marta	»	46 —	»
7.	de Aufschnaiter Giuseppe	»	45 —	»

Sloveno per tutte le scuole medie.

N.	Nome		Punti	
1.	Bekar Emilio	con punti	70 —	su 100
2.	Lucci Elisabetta	»	60 —	»

Matematica in tutte le scuole medie di 1° grado.

N.	Nome		Punti	
1.	Marchesi Teresa	con punti	90 —	su 100
2.	Antiferri Armando	»	89 —	»
3.	Maroni Cora	»	87 —	»
4.	Masone Annina Santina	»	87 —	»
5.	Rahucci Rosa	»	82 —	»
6.	Virgili Maria Pia	»	81 —	»
7.	Bartoli Vincenzo	»	80 —	»
8.	Di Muro Amelia (di Arturo)	»	80 —	»
9.	Bises Giorgina	»	79 —	»
10.	Spadaccini Elvira	»	79 —	»
11.	Zaccaria Rosa	»	79 —	»
12.	Matteotti Graziella	»	78 —	»
13.	Pascotto Libera	»	78 —	»
14.	Termini Vincenza	»	78 —	»
15.	Vitali Ercolina	»	78 —	»
16.	Chierichetti Clara	»	77 —	»
17.	De Marco Abele	»	77 —	»
18.	Sàlviati Clementina	»	77 —	»
19.	Peccianti Enrica	»	76 —	»
20.	Russo Elena	con punti	76 —	su 100
21.	Facciotti Guido	»	75 —	»
22.	Lo Preiato Raffaella	»	75 —	»
23.	Peviani Gemma	»	75 —	»
24.	Bignami Rosa	»	74 —	»
25.	Macri Francesco	»	74 —	»
26.	Perna Maria	»	74 —	»
27.	Pittureri Maria	»	74 —	»
28.	Spena Maria	»	74 —	»
29.	Lugaro Clara	»	73 —	»
30.	Sacilotto Ines	»	73 —	»
31.	Bindoni Adelaide	»	72 —	»
32.	Candiani Alba	»	72 —	»
33.	Ferrari Angiolina	»	72 —	»
34.	Maida Francesca	»	72 —	»
35.	Sisto Chiara	»	72 —	»
36.	Bonelli Lucia	»	71 —	»
37.	Latilla Concetta	»	71 —	»
38.	Vincitorio Donato	»	71 —	»
39.	Bergamaschi Giuseppina	»	70 —	»
40.	De Sarlo Caterina	»	70 —	»
41.	Fiume Antonietta	»	70 —	»
42.	Lombardo Lidia	»	70 —	»
43.	Nucci Itala	»	70 —	»
44.	Paradiso Gaetano	»	70 —	»
45.	Bianca Carolina	»	69 —	»
46.	Gradilone Enrico	»	69 —	»
47.	Grimaldi Anna	»	69 —	»
48.	Iannace Ernesto	»	69 —	»
49.	Mazzei Elisa	»	69 —	»
50.	Cremonini Iole	»	68 —	»
51.	Norci Giuseppina	»	68 —	»
52.	Piazza Antonina	»	68 —	»
53.	Franco Ledda	»	67 —	»
54.	Toscano Anna	»	67 —	»
55.	Gaudenzio Nella	»	66 —	»
56.	Mazzini Edvige	»	66 —	»
57.	Redavid Florita	»	66 —	»
58.	Bruno Laurentina	»	65 —	»
59.	Chiarenza Lucia	»	65 —	»
60.	Gasparini Santa	»	65 —	»
61.	Oliveri Maria Rosaria	»	65 —	»
62.	Bocchero Maria	»	64 —	»
63.	D'Alù Giacoma	»	64 —	»
64.	Farina Maria Virginia	»	64 —	»
65.	Pacca Gisella	»	64 —	»
66.	Ravera Maddalena	»	64 —	»
67.	Roma Maria	»	64 —	»
68.	Sacchi Maria	»	64 —	»
69.	Sani Iole	»	64 —	»
70.	Ghirardello Evelina	»	63 —	»
71.	Simone Maria	»	63 —	»
72.	Vecchiani Alessandrina	»	63 —	»
73.	Caiazzo Clementina	»	62 —	»
74.	Cecconi Luigia	»	62 —	»
75.	Cremaschi Luigia	»	62 —	»
76.	Furlan Giulia	»	62 —	»
77.	Genco Rosa	»	62 —	»
78.	Giberti Amalia Margherita	»	62 —	»
79.	Gorrini Maria	»	62 —	»
80.	Maldifassi Antonietta	»	62 —	»
81.	Megna Lina	»	62 —	»
82.	Mereu Ida	»	62 —	»
83.	Monaco Livia	»	62 —	»
84.	Nasta Maria	»	62 —	»
85.	Sossi Artemisia	»	62 —	»
86.	Vecchio Maria	»	62 —	»

87. Pasqualini Iole . . . . con punti 61 — su 100
88. Andreassi Gilda . . . . » 60 — »
89. Auteri Emanuela . . . . » 60 — »
90. Bruno Caterina . . . . » 60 — »
91. Deganello Antonio . . . . » 60 — »
92. De Luca Felice . . . . » 60 — »
93. Di Muzio Ubaldo . . . . » 60 — »
94. Ferrantelli Alberto . . . . » 60 — »
95. Gallus Guglielma . . . . » 60 — »
96. Garioni Aurelia . . . . » 60 — »
97. Gaudino Maria . . . . » 60 — »
98. Giuliano Antonina . . . . » 60 — »
99. Gottardi Lidia . . . . » 60 — »
100. Lizzio Adelina . . . . » 60 — »
101. Lorizio Angelica Belgio . . . . » 60 — »
102. Malaspina Luigia Maria . . . . » 60 — »
103. Mora Lina . . . . » 60 — »
104. Pane Francesca . . . . » 60 — »
105. Pelini Bice . . . . » 60 — »
106. Sannicandro Maria Vincenza . . . . . » 60 — »
107. Sirianni Clelia . . . . » 60 — »

Matematica e fisica in qualunque scuola media.

1. Chiellini Armando . . . . con punti 76 — su 78
2. Federici Carlo . . . . » 71 — »
3. Braccio Raffaella . . . . » 70 — »
4. Sgarbazzini Carlo . . . . » 70 — »
5. Nerozzi Livia . . . . » 69 — »
6. Visintini Edoardo . . . . » 68 — »
7. De Marco Abele . . . . » 68 — »
8. Prete Francesco . . . . » 68 — »
9. Luginbuhl Eros . . . . » 68 — »
10. Cucci Teresa . . . . » 67 — »
11. Clarke Isabella . . . . » 66 — »
12. Campi Luisa . . . . » 65 — »
13. Castagneri Maria . . . . » 65 — »
14. Gardelli Virginia . . . . » 64 — »
15. Romani Abigaille Laura . . . . » 64 — »
16. Matteotti Graziella . . . . » 64 — »
17. Robles Filippo . . . . » 62 — »
18. Restuccia Tommasa . . . . » 61 — »
19. Pasculli Nicola . . . . » 60 — »
20. Lugaro Clara . . . . » 59 — »
21. Patti Marianna . . . . » 58 — »
22. Rachele Pietro . . . . » 58 — »
23. Giublesi Mario . . . . » 58 — »
24. Masone Annina Santina . . . . » 58 — »
25. Arcidiacono Giuseppe . . . . » 57 — »
26. Ferrero Maria . . . . » 57 — »
27. Sacilotto Ines . . . . » 57 — »
28. Vitali Ercolina . . . . » 57 — »
29. Roggero Ettore . . . . » 56 — »
30. Scgadelli Francesco . . . . » 56 — »
31. Milani Carolina . . . . » 56 — »
32. Salvemini Tommaso . . . . » 56 — »
33. Tizianello Anna . . . . » 55 — »
34. Aliquò Giovanni . . . . » 55 — »
35. Zaccaria Rosa . . . . » 55 — »
36. Antoni Margerita . . . . » 54 — »
37. Malda Francesca . . . . » 54 — »
38. Calabrò Carmelo . . . . » 53 — »
39. Pittureri Maria . . . . » 53 — »
40. Mendietta Salvatore . . . . » 53 — »
41. Cossu Adelaide . . . . » 53 — »
42. Martina Lucia . . . . » 53 — »
43. Audisio Fausta . . . . » 53 — »
44. Sapienza Luigi . . . . » 53 — »
45. Monaco Lidia . . . . con punti 53 — su 78
46. Italia Francesco . . . . » 52 — »
47. Candiani Alba . . . . » 50 — »
48. Levi Ugo . . . . » 50 — »
49. Norci Giuseppina . . . . » 50 — »
50. Salerno Marianna . . . . » 50 — »
51. Ferrari Angiolina . . . . » 50 — »
52. Malaspina Luigia Maria . . . . » 50 — »
53. Termini Vincenza . . . . » 50 — »
54. D'Angelo Maria (di Antonino) . . . . . » 49 — »
55. Azzollini Domenico . . . . » 49 — »
56. Anzon Giuseppa . . . . » 49 — »
57. Montagnana Massimo . . . . » 49 — »
58. Marchesi Teresa . . . . » 49 — »
59. Quattrocchi Filippa . . . . » 48 — »
60. Massari Maria Teresa . . . . » 48 — »
61. Monteverde Laura . . . . » 48 — »
62. Sossi Artemisia . . . . » 48 — »
63. Lamendola Carmelina . . . . » 48 — »
64. Rivilli Maria Isabella . . . . » 48 — »
65. Gambirasio Laura Maria . . . . » 48 — »
66. Inglese Margherita . . . . » 47 — »
67. Amico Maria . . . . » 47 — »
68. Cremaschi Luigia . . . . » 47 — »
69. Ravera Maddalena . . . . » 47 — »

Scienze naturali, chimica, geografia ed igiene in qualunque scuola media (fatta eccezione della chimica negli istituti tecnici, sezione agrimensura).

1. Mori Alberto . . . . con punti 80 — su 100
2. Brofferio Ida . . . . » 79,80 »
3. Eller Vainicher Isabella . . . . » 79,60 »
4. Aurili Anna . . . . » 79,40 »
5. Zambelli Enrica . . . . » 79,20 »
6. Stella Emilia . . . . » 79 — »
7. De Lerma Baldassare . . . . » 78,80 »
8. Gaveglio Elena . . . . » 78,50 »
9. Sivilli Angela . . . . » 78,30 »
10. Gandolfo Lidia . . . . » 77,50 »
11. Zanardi Maria Angela . . . . » 74,80 »
12. Gallico Ennio . . . . » 74,50 »
13. Matteotti Licia . . . . » 74,20 »
14. Romani Giulia . . . . » 74 — »
15. Reginelli Corallo . . . . » 73,60 »
16. Rodi Antonina . . . . » 73,40 »
17. Marchetto Armida . . . . » 72,50 »
18. Ferrighi Adele . . . . » 72 — »
19. Cerri Laura . . . . » 71,70 »
20. Bondioli Myriam . . . . » 71,60 »
21. Gargiulo Rita . . . . » 71,50 »
22. Mariani Luigi . . . . » 70,50 »
23. Callegari Pasqualina . . . . » 70,30 »
24. Morici Angelina . . . . » 70,20 »
25. Menocci Clara . . . . » 70,10 »
26. Ravetta Elsa . . . . » 70 — »
27. Di Tomo Mary . . . . » 69,50 »
28. Cascavilla Elisabetta . . . . » 68,50 »
29. Di Benedetto Maria . . . . » 68 — »
30. Carnevale Renza . . . . » 67,20 »
31. Gubellini Giuseppina . . . . » 66,90 »
32. Pannain Lea . . . . » 66,80 »
33. Tricomi Giuseppina . . . . » 66,60 »
34. Pignataro Giovanni Battista . . . . . . » 66,50 »
35. Iuliani Maria . . . . » 66 — »
36. Amodeo Angelina . . . . » 65 — »
37. Levi Pia Maria . . . . » 64,50 »
38. Bussi Elena . . . . » 64 — »

39. de Luca Gigia . . . con punti 63,20 su 100
40. Cutuli Maria . . . » 63 — »
41. Russo Francesca . . . » 62 — »
42. Goglia Corradino . . . » 60,20 »
43. Biazzo Concetta . . . » 60,10 »
44. della Ventura Assunta . . . » 60 — »

Chimica in qualunque scuola media.

1. Carbone Giovanni . . . con punti 92 — su 100
2. Curli Giorgio . . . » 90 — »
3. Piccini Ugo . . . » 85 — »
4. Setà Marcello . . . » 82 — »
5. Ortis Giuseppe Luigi . . . » 80 — »
6. Guazzelli Giovanni . . . » 75 — »
7. Mazza Umberto . . . » 70 — »
8. Guerritore Pietro . . . » 65 — »
9. Innocente Virginio . . . » 62 — »

Disegno in tutti gli istituti medi.

1. Lissoni Alessandro . . . con punti 100 — su 100
2. Bertolacci Dino . . . » 99 — »
3. Brizzi Maria . . . » 99 — »
4. Milani Carlo . . . » 97 — »
5. Niccoli Gloria . . . » 94 — »
6. Corradi Antonio . . . » 91 — »
7. Mattioli Carlo . . . » 90 — »
8. Ferrario Pietro . . . » 89 — »
9. Bertolotto Agostino . . . » 88 — »
10. Bruschetti Alessandro . . . » 88 — »
11. Cotta Marcella . . . » 88 — »
12. Saccardi Sabina . . . » 86 — »
13. Landi Piero . . . » 86 — »
14. Pasquini Ascanio . . . » 86 — »
15. Alessandri Valentina . . . » 84 — »
16. Rinaldi Elena . . . » 84 — »
17. Caccia Maria . . . » 83 — »
18. Galli Tosca . . . » 83 — »
19. Piazza Melchiorra . . . » 83 — »
20. Wolf Remo . . . » 83 — »
21. Rosi Elena . . . » 82 — »
22. Carusi Manlio . . . » 82 — »
23. Giordani Maria . . . » 81 — »
24. Lilli Bruno . . . » 81 — »
25. Ziveri Alberto . . . » 81 — »
26. De Sisti Mario . . . » 80 — »
27. Ciuti Anna . . . » 80 — »
28. Pettorossi Aldo . . . » 79 — »
29. Ranzi Renzo . . . » 79 — »
30. Montabetti Giuseppe . . . » 79 — »
31. Grillo Anna Maria . . . » 76 — »
32. Pezzali Maria . . . » 76 — »
33. Grigioni Franco . . . » 74 — »
34. Franceschini Antonia . . . » 74 — »
35. Guarducci Angelina . . . » 73 — »
36. Carbone Giulia . . . » 73 — »
37. Cazzato Francesco . . . » 72 — »
38. Bertani Onorina . . . » 72 — »
39. Chilosi Alma . . . » 72 — »
40. Sforza Nunzia . . . » 72 — »
41. Torresan Rosalinda . . . » 72 — »
42. Aramu Cesare . . . » 71 — »
43. Hasenbalg Bianca . . . » 71 — »
44. Marton Lucia . . . » 71 — »
45. Trincanato Egle . . . » 71 — »
46. Pizzolorusso Maria . . . » 70 — »
47. Govoni Igea . . . » 70 — »
48. Malacarne Antonio . . . con punti 70 — su 100
49. D'Alessio Drusilla . . . » 70 — »
50. Gregoric Federico . . . » 70 — »
51. Mele Maria . . . » 70 — »
52. Calvano Lucia . . . » 69 — »
53. Solini Leonello . . . » 69 — »
54. Maltoni Stefanina . . . » 69 — »
55. Di Muro Fiocco Amelia (di Sabino) . . . » 68 — »
56. Grassi Giuliano . . . » 68 — »
57. Ricci Luigi . . . » 67 — »
58. Loro Albino . . . » 66 — »
59. Cavagna Guido . . . » 66 — »
60. Piccari Sestilio . . . » 66 — »
61. Serafini Nicola . . . » 64 — »
62. Mascellani Romeo . . . » 64 — »
63. Campanella Domenico . . . » 64 — »
64. Tosches Rosa . . . » 63 — »

Computisteria e ragioneria in qualunque istituto medio.

1. Dorigato Augusto . . . con punti 100 — su 100
2. Zerbi Tommaso . . . » 93 — »
3. Zanibelli Erminia . . . » 92 — »
4. Vassallo Lina . . . » 90 — »
5. Focile Revelli Lorenza . . . » 80 — »
6. Formentini Mario . . . » 80 — »
7. Guarini Maria . . . » 80 — »
8. Dilorenzo Giovanni . . . » 78 — »
9. Taccani Leandro . . . » 76 — »
10. Bordoni Mario . . . » 75 — »
11. Cubeddu Lucrezia . . . » 73 — »
12. Carretti Renato . . . » 72 — »
13. Di Rosa Vincenzo . . . » 70 — »
14. Santonè Sergio . . . » 70 — »
15. Iozzi Antonio . . . » 66 — »
16. Campanella Domenico . . . » 65 — »
17. Linguiti Alfonso . . . » 64 — »
18. Farese Demetrio . . . » 63 — »
19. Maldari Paolino . . . » 63 — »
20. Mussano Alessandro . . . » 63 — »
21. Clarizio Giuseppe . . . » 62 — »
22. Pirani Carlo Alberto . . . » 62 — »
23. Agudio Ada . . . » 60 — »
24. Rizzi Manlio . . . » 60 — »

Materie giuridiche ed economiche in qualunque istituto medio.

1. Bozzi Aldo . . . con punti 85 — su 100
2. Federici Renata . . . » 80 — »
3. Roberti Giovanni . . . » 75 — »
4. Manfra Modestino . . . » 74 — »
5. Resta Claudia . . . » 68 — »
6. Poma Maria Concetta . . . » 68 — »
7. Ghetti Elda . . . » 68 — »
8. Uras Domenico . . . » 64 — »
9. Tarsia in Curia Libero . . . » 64 — »
10. Naddei Valdemiro . . . » 64 — »
11. Sandri Barbara . . . » 62 — »
12. Rocchetti Ercole . . . » 62 — »
13. Reale Vincenzo . . . » 62 — »
14. Scotto di Luzio Francesco . . . » 60 — »
15. Marino Salvatore . . . » 60 — »
16. Pittelli Domenico . . . » 60 — »
17. Fassio Amalia . . . » 60 — »
18. Alongi Elio . . . » 60 — »

Agraria in qualunque istituto medio.

1. Gargiulo Floriano . . . con punti 100 — su 100
2. Nucciarone Ugo . . . » 70 — »

3. Tuccari Umberto . . . . . con punti 61 — su 100
4. Fabri Giuseppe . . . . . » 60 — »
5. Fabri Maria . . . . . » 60 — »
6. Rendesi Ettore . . . . . » 60 — »

Costruzioni e disegno di costruzioni; topografia e disegno topografico in qualunque istituto medio.

1. Lauria Giuseppe . . . . . con punti 74 — su 100
2. Bigliazzi Settimio . . . . . » 62 — »

Musica e canto in qualunque scuola media.

1. Giulietti Fernando . . . . . con punti 58 — su 60
2. Brunelli Quirino . . . . . » 51 — »
3. Bianchini Roberto . . . . . » 46 — »
4. Spena Raffaele . . . . . » 42 — »
5. Giachetti Domenico . . . . . » 41 — »

Maestra giardiniera negli istituti magistrali.

1. Zurlo Vittoria . . . . . con punti 67 — su 75
2. Tramonti Alba . . . . . » 63,50 »
3. Rabbaglietti Amelia . . . . . » 63 — »
4. Schiavo Elisabetta . . . . . » 62,50 »
5. Gardini Dora . . . . . » 60 — »
6. Lo Valvo Iolanda . . . . . » 59 — »
7. Fioriti Giovannina . . . . . » 58,50 »
8. Beltramolli Clelia . . . . . » 57 — »
9. de Benvenuti Alice . . . . . » 56 — »
10. Modigliani Iole . . . . . » 56 — »
11. Pazzagli Vittoria . . . . . » 55,50 »
12. Menichino Teresa . . . . . » 52 — »
13. D'Argenzio Rosa . . . . . » 51 — »
14. Gaspari Edgarda . . . . . » 49 — »
15. Fornaciari Raffaella . . . . . » 48,50 »
16. Pascali Teresa . . . . . » 45 — »
17. Pietrostefani Roberta . . . . . » 45 — »

Storia dell'arte in qualunque scuola media.

1. Gengaro Maria Luisa . . . . . con punti 10 — su 10
2. Altucci Carlo . . . . . » 9 — »
3. Buscaroli Rezio . . . . . » 9 — »
4. Corinaldi Lia . . . . . » 9 — »
5. Rosa Ermenegilda . . . . . » 8 — »
6. Soave Giuseppina . . . . . » 8 — »
7. Bruscalupi Cesarina . . . . . » 7 — »
8. Sanna Maria . . . . . » 7 — »
9. Flores Maria Luisa . . . . . » 6 — »

Elenco delle persone che nell'anno scolastico 1931 hanno conseguito, nei modi previsti dal regolamento 9 dicembre 1926, n. 2480, l'abilitazione all'insegnamento della calligrafia nelle scuole medie di qualunque tipo e grado.

(Esami di abilitazione
indetti con decreto Ministeriale 31 dicembre 1930-IX).

SEDE DI BARI.

Regio istituto tecnico « Giulio Cesare ».

1. Papaleo Gennaro . . . . . con punti 27 — su 40

SEDE DI BOLOGNA.

Regio liceo scientifico « A. Righi ».

1. Azzolini Renato . . . . . con punti 28 — su 40

SEDE DI MILANO.

Regio istituto tecnico « Pietro Verri ».

1. Franchini Adele . . . . . con punti 33 — su 40
2. Donato Teresa . . . . . » 28 — »
3. Crespi Virginia . . . . . » 27 — »
4. Rizzo Domenico . . . . . » 26 — »
5. Battiglia Guido . . . . . » 26 — »

SEDE DI NAPOLI.

Regio istituto tecnico « G. B. Della Porta ».

1. Zaralli Ruggero . . . . . con punti 27 — su 40
2. Olivieri Luigi . . . . . » 25 — »

SEDE DI ROMA.

Regio istituto tecnico « Leonardo da Vinci ».

1. Rappagliosi Filippo . . . . . con punti 25 — su 40
2. Appeddu Baingio . . . . . » 24 — »

SEDE DI TORINO.

Regio istituto tecnico « Germano Sommeiller »

1. Piombi Giulio . . . . . con punti 30 — su 40

SEDE DI TRIESTE.

Regio istituto tecnico « Leonardo da Vinci ».

1. Zanzotto Giovanni . . . . . con punti 31 — su 40
2. Catozzo Angela . . . . . » 24 — »

Elenco delle persone che nell'anno scolastico 1931 hanno conseguito, nei modi previsti dal regolamento 9 dicembre 1926, n. 2480, l'abilitazione all'insegnamento della stenografia (sistema Gabelsberger-Noë) nelle scuole medie di qualunque tipo e grado.

(Esami di abilitazione
indetti con decreto Ministeriale 31 dicembre 1930-IX).

SEDE DI BOLOGNA.

Regio istituto tecnico « Pier Crescenzi ».

1. Borzino Armando . . . . . con punti 34 — su 40
2. Balbi Rina . . . . . » 33 — »
3. Migliarini Onorina . . . . . » 32 — »
4. Bellinazzi Viscardo . . . . . » 32 — »
5. Sartori Carmela . . . . . » 31 — »
6. Piazza Adelaide . . . . . » 30 — »
7. Ambrosi Iolanda . . . . . » 30 — »
8. Calanchi Luisa . . . . . » 29 — »
9. Ersanilli Cloe . . . . . » 26 — »

Graduatoria comprendente i candidati ammessi agli esami col beneficio di cui al D. M. 18 luglio 1928-VI:

1. Vaccarotto Rodolfo . . . . . con punti 15 — su 20

SEDE DI CAGLIARI.

Regio istituto tecnico « Pietro Martino ».

1. Riva Giovanni . . . . . con punti 28 — su 40

SEDE DI FIRENZE.

Regio istituto commerciale

1. Ragnini Dina . . . . . con punti 36 — su 40
2. Nardini Maria . . . . . » 30 — »
3. Bianchi Gerardo . . . . . » 29 — »

4. Florini Olga . . . . con punti 28 — su 40
5. Arcangioli Simonetto . . . . » 28 — »
6. Balma Giovanna . . . . » 27 — »
7. Del Re Vincenzo . . . . » 27 — »
8. Niccoli Carlo . . . . » 27 — »
9. Giorgi Giorgina . . . . » 26 — »

SEDE DI MILANO.

Regio istituto tecnico « Carlo Cattaneo ».

1. Bonoli Aldo . . . . con punti 35 — su 40
2. Accordi Alfredo . . . . » 34 — »
3. Gioni Elisa . . . . » 34 — »
4. Scanagatta Elsa . . . . » 34 — »
5. Pozzi Carlotta . . . . » 33 — »
6. Levi Mario . . . . » 33 — »
7. Ceca Clelia . . . . » 33 — »
8. Maestripieri Mercedes . . . . » 33 — »
9. Bolognini Maria . . . . » 32 — »
10. Pipia Anna . . . . » 32 — »
11. Bini Giuseppina . . . . » 32 — »
12. Raggio Carlo . . . . » 32 — »
13. Pinotti Angelo . . . . » 32 — »
14. Arnaud Onorina . . . . » 32 — »
15. Cerchiari Giorgio . . . . » 31 — »
16. Parazzoli Giovanna . . . . » 31 — »
17. Brunet Alberta . . . . » 31 — »
18. Pasquino Giuseppina . . . . » 31 — »
19. Visetti Mario . . . . » 31 — »
20. Bordon Maria . . . . » 31 — »
21. Romani Maria . . . . » 30 — »
22. Beltrami Alma . . . . » 30 — »
23. Musso Florinda . . . . » 30 — »
24. Astengo Rosa . . . . » 29 — »
25. Martini Emilia . . . . » 29 — »
26. Soligon Vanda . . . . » 29 — »
27. Ceriani Pierina . . . . » 29 — »
28. Garlinzoni Ada . . . . » 29 — »
29. Da Rin Guglielmo . . . . » 28 — »
30. Clerici Giuseppa . . . . » 28 — »
31. Zanaboni Ernesta . . . . » 28 — »
32. Fantoli Maria . . . . » 28 — »
33. Contessi Fernanda . . . . » 28 — »
34. Bosoni Rachele . . . . » 28 — »
35. Frisoni Ines . . . . » 28 — »
36. Sportelli Cosimo . . . . » 28 — »
37. Pagani Oreste . . . . » 28 — »
38. Lombardo Manlio . . . . » 28 — »
39. Vecchi Carmelina . . . . » 27 — »
40. Broggini Pierina . . . . » 27 — »
41. Ansaldi Agostino . . . . » 27 — »
42. Ferfoglia Arturo . . . . » 27 — »
43. Bolzani Fiorenzo . . . . » 27 — »

SEDE DI NAPOLI.

Regio istituto tecnico « Mario Pagano ».

1. Farese Filomena . . . . con punti 32 — su 40
2. Esposito Pasquale . . . . » 31 — »
3. Del Bene Armando . . . . » 30,50 »
4. Vitacchiano Mario . . . . » 30 — »
5. Baldini Iole . . . . » 29 — »
6. Valente Giovanni . . . . » 28,30 »
7. Pozzi Genoroso . . . . » 27 — »
8. Cembrola Luigia . . . . » 24 — »

SEDE DI PALERMO.

Regio istituto tecnico « Filippo Parlatore ».

1. Ziino Mario . . . . con punti 28 — su 40
2. Sciortino Rodolfo . . . . » 25 — »

SEDE DI ROMA.

Regio istituto tecnico « Vincenzo Gioberti ».

1. Donnini Erina . . . . con punti 29 — su 40
2. Spadaro Francesca . . . . » 28,3 »
3. Bruni Maria (di Pio) . . . . » 28,2 »
4. Dibilio Maria . . . . » 28,1 »
5. Cecchetti Valeria . . . . » 28 — »
6. Todini Antonietta . . . . » 27,2 »
7. Pompetti Maria Elena . . . . » 27,1 »
8. Prati Olga . . . . » 27 — »
9. Santero Alessandro . . . . » 26,5 »
10. Parise Giulio . . . . » 26,4 »
11. Lonoce Anna . . . . » 26,3 »
12. Battistelli Lidia . . . . » 26,1 »
13. Caracciolo Maria . . . . » 26 — »
14. Cortesi Luigi . . . . » 25,6 »
15. Torti Erminia . . . . » 25,5 »
16. Caprodossi Olga . . . . » 25,4 »
17. Cicalò Raffaele . . . . » 25,2 »
18. Compagnucci Filiberto . . . . » 25,1 »
19. Alemanno Umberto . . . . » 25 — »
20. Cuciniello Giulia . . . . » 24,1 »
21. Cristiani Santa . . . . » 24 — »

Graduatoria comprendente i candidati ammessi agli esami col beneficio di cui al D. M. 18 luglio 1928-VI:

1. Stramaccia Primo . . . . con punti 13,5 su 20

SEDE DI TORINO.

Regio istituto commerciale « Quintino Sella ».

1. Ascoli Giorgina . . . . con punti 34 — su 40
2. Benevolo Corrado . . . . » 33 — »
3. Grünhut Bianca Letizia . . . . » 31 — »
4. Ferrari Luigi . . . . » 30 — »
5. Greco Saulle . . . . » 29 — »
6. Grandis Valentina . . . . » 28 — »
7. Baldi Angelina . . . . » 27 — »
8. Parolin Lucia . . . . » 26 — »

Graduatoria comprendente i candidati ammessi agli esami col beneficio di cui al D. M. 18 luglio 1928-VI:

1. Muretti Ines . . . . con punti 17 — su 20
2. Coggiola Maria . . . . » 15 — »
3. Scalzabarozzi Paolina . . . . » 13 — »

SEDE DI TRIESTE.

Regio istituto-scuola commerciale.

1. Piazza Gemma . . . . con punti 30 — su 40
2. Pastega Antonio . . . . » 29 — »
3. Mosconi Gian Rodolfo . . . . » 29 — »
4. Pinausig Nora . . . . » 27 — »
5. Allegretto Giorgio . . . . » 27 — »
6. di Velo Maria . . . . » 27 — »

(437)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore*

SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato — G. C.